

Coningleck aux Evêques des Pais-Bas , touchant des Actions de grace pour l'heureuse Grossesse de l'Imperatrice regnante, on chanta le *Te Deum* le 1. de ce mois à *Bruxelles* dans l'Eglise de *St. Gudule*.

IV. 1. Le Conseil d'Etat des Provinces-Unies porta le 30. du mois passé l'Etat de guerre pour cette présente année 1716. à l'Assemblée des Etats Généraux.

2. Le Comte de Tarrouca, Ambassadeur Extraordinaire de Portugal, qui a l'honneur d'être nommé par le Roi de Portugal son Maître pour l'accompagner dans les Voyages que S.M. se propose de faire, donna le mois passé au Prince Infant Don Emanuel un Bal de la dernière magnificence, dans lequel, outre les Sales destinées à la Danse & au jeu, il y en avoit de garnies de boutiques en forme de Foire, dans lesquelles des gens Masquez présentoient aux personnes du Bal les Mets, les Confitures & les Liqueurs les plus exquis. Le même Comte donna un autre Bal le 13. de ce mois dans lequel le Festin fut dressé & servi en maniere de Camp Militaire; il y en eût encore le 22. & le 29., & il y en devoit avoir de tems en tems pendant le Carnaval, ou tout au moins jusqu'au départ du Prince de Portugal.

3. Mr. Buis Ambassadeur de cet Etat à la Cour de France, arriva de *Paris* en cette Ville le 5. de ce mois, & Mr. de Schaësborg, Env. Extraord. de l'Electeur Palatin, y arriva de *Dusseldorp* le 15.

4. A ce moment on reçoit la nouvelle par un Exprès, que les Ratifications du Traité pour le Règlement de la Barrière (que nous donnerons tout entier le mois prochain) furent échangées le 31. de ce mois sur le midi à *Anvers*.

5. On apprend par un autre exprès, que la Reine d'Espagne accoucha heureusement le 20. de ce mois d'un Prince qui a été nommé Charles.

F I N.

Ayuntamiento de Madrid

MERCURE HISTORIQUE ET POLITIQUE,

Contenant l'état présent de l'Europe, ce qui se passe dans toutes les Cours, l'intérêt des Princes, leurs brigues, & généralement tout ce qu'il y a de curieux pour le

Mois de Février 1716.

Le tout accompagné de Réflexions Politiques sur chaque Etat.



A LA HAYE,
Chez les FRERES van DOLE,
Marchands Libraires.

M. DCC. XVI.

Avec Privilège des Etats de Holl. & Westf.

AVERTISSEMENT
AUX
LIBRAIRES.

LES FRÈRES LOUIS & HENRI
VAN DOLE, étant présentement en
possession du *Mercuré Historique & Poli-
tique*, qui consiste jusques ici en 59 Vo-
lumes in 12., font savoir qu'on les trou-
vera désormais chez eux. Ils avertissent
en même tems les Libraires & le Public,
qu'ils continuëront d'imprimer chaque
mois & de débiter l'édit *Mercuré* de la mê-
me manière que cela s'est pratiqué ci-
devant ; de sorte que ceux qui voudront
l'avoir pourront s'adresser à eux.

Les mêmes Libraires ont nouvellement
imprimé,

Le Czar Demetrius, Histoire Moscovi-
te, in 12.

*Lettres d'Amour d'une Religieuse Portu-
gaise*, in 12. &c. Nouvelle Édition cor-
rigée de quantité de fautes.

Ils impriment actuellement & débite-
ront dans peu le *Nouveau Supplément* aux
anciennes Editions du *Grand Diction-
naire de Louïs Moreri*. 2. Volumes in
Folio. Ceux qui voudront acheter nom-
bre de ces Livres, ou qui souhaiteront
les avoir en détail, aussi bien que tous
les Livres qui s'impriment journellement,
les trouveront toujours chez eux à un prix
très raisonnable.


MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE,

*Contenant l'état présent de l'Europe,
ce qui se passe dans toutes les Cours, l'in-
térêt des Princes, leurs brigues,
& généralement tout ce qu'il y
a de curieux pour le*

Mois de Février 1716.

Le tout accompagné de Réflexions Politi-
ques sur chaque Etat.

NOUVELLES DE ROME
ET D'ITALIE.

I.  E Pape étant bien ré-
tabli des indispositions
dont nous parlâmes l'or-
dinaire dernier, assista,
accompagné du sacré
Collège, au Service ordinaire des Fê-
tes de Noël.

2. Le Cardinal de la Tremoille ayant
reçu vers ce tems-là un Exprès de
France,

124 *Mercuré Historique &*

France, se rendit aussitôt au Palais de sa Sainteté pour lui faire part des Dépêches qu'il venoit de recevoir. Elles regardoient, dit-on, les affaires de la Constitution, & étoient écrites au sujet de la Protestation que la Faculté de Théologie venoit de faire contre le Decret supposé de l'acceptation de cette Bulle ; de sorte qu'il y eut plusieurs Congrégations de Cardineux sur ce sujet, dont on n'a point su néanmoins le résultat véritable. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on n'a pas crû pour cette fois devoir le prendre sur le haut ton ; & qu'on a jugé plus à propos de publier „qu'il ne s'agit que „d'un simple fait, & de savoir si la „Faculté de Théologie de Paris a ac- „cepté ou non cette Bulle, & si le „Decret publié & imprimé sous son „nom a été falsifié ou non : Que les „Docteurs qui ont réclamé, ayant „protesté qu'ils ne l'avoient point ac- „cepté, & étant en état de convain- „cre l'ancien Syndic d'avoir fait imprimer un faux Decret, Sa Sainteté ne „pouvoit pas trouver à redire à cette „conduite ; puis que ce n'a jamais été „son intention qu'on fit recevoir la Bul- „le par fraude & par artifice. Le Car- „dinal de la Tremoille eut encore une

Politique. Février 1716. 125

seconde Audience du Pape 3. ou 4. jours après l'arrivée de cet Exprès, ensuite de laquelle il en dépêcha un en France.

3. Une autre affaire à laquelle on prétend que le S. Père a été d'autant plus sensible qu'il ne s'y attendoit pas, c'est la Protestation que Mr. Molines a fait délivrer, par 2. Notaires, de la part du Roi d'Espagne Philippe V. contre l'abolition de la Chambre de Justice de Sicile faite par Sa Sainteté : Cependant on assure qu'Elle est résoluë à ne se relâcher en aucune manière sur le fait des Immunités ; & les Lettres du 4. du mois passé portoient que le Souverain Pontife s'étoit transféré le 29. du mois précédent à l'Eglise des Anglois, où on célébroit la Fête de St. Thomas, Archevêque de *Cantorbery*, un des plus illustres Martirs des Immunités Ecclésiastiques. Ces Lettres ajoûtoient, que le Pape avoit fort exhorté ceux qui l'accompagnoient à la défense des Droits de l'Eglise, à l'imitation de ce Saint ; & à prier Dieu pour le bon succès de l'entreprise du Roi d'Angleterre, voulant parler du Prétendant.

4. La Guerre des Turcs est une autre affaire qui occupe beaucoup le Pa-

pe & toute sa Cour. On a tenu diverses Conférences sur les moyens de s'opposer aux entreprises des Ennemis du nom Chrétien, & il ne tiendrait pas à Sa Sainteté qu'on ne fit revivre les Croisades, si les Souverains d'à présent aimoient autant les Aventures lointaines & guerrières, que du tems des Godefroy de Bouillon; mais les choses sont bien changées à cet égard, & il y a long tems qu'on est revenu de telles levées de Bouclier: Quoi qu'il en soit, le St. Père a écrit des Lettres Circulaires à tous les Princes de sa Communion, pour les exhorter à faire au moins paroître leur zèle en cette occasion, en fournissant des Troupes, des Vaseaux, ou de l'argent, pour soutenir la Guerre contre ces Infidèles. S. Sainteté se prépare au reste à donner l'exemple, & a déjà résolu d'établir une Dixme sur les biens Ecclésiastiques, qu'Elle destine toute entière à cet usage. On doit même, dit-on, engager les revenus de la riche Abbaïe de *Chiaravalle*, vacante par la mort de l'Electeur de Trèves (auquel le Pape l'avoit conférée, en considération des services que le Duc de Lorraine, Père de ce feu Electeur, avoit rendus à la Chrétienté dans la dernière Guerre con-

contre les Turcs) pour en employer l'argent à celle qu'on a présentement à soutenir contre ces Infidèles. On craint sur tout une Décence sur les Côtes de l'Etat Ecclésiastique dont on fortifie toutes les Places. Le bruit court même, qu'on a fait apporter secrètement à *Rome* le Tresor de la fameuse Eglise de *Lorrette*, & qu'on l'a mis au Château *St. Ange* pour le tenir en sûreté.

5. Les dernières Lettres de *Rome* étoient du 11. du passé, celles du 18. n'étant point encore arrivées, apparemment à cause des neiges, ou de la rigueur de la saison, elles portoient que le Pape avoit encore tenu Chapelle le 6. Fête des Rois. Elles ajoutent que le Cardinal Ottoboni avoit donné ce même jour dans le Palais de la Chancellerie, un superbe Régal à 15. Cardinaux, aux Ambassadeurs de l'Empereur & du Roi de Portugal, & à 20. Dames & autant de Seigneurs de la première Distinction, sans compter quantité d'autres Gens de qualité; qu'il y avoit eu 7. Tables splendidement servies, ensuite d'un excellent Concert de Musique.

6. Le Cardinal Gualtieri, Protecteur, ainsi qu'on parle à *Rome*, d'Angleter-

re, eut Audience du Pape le 7. , & notifia à S. S. , que le Prétendant à cette Couronne étoit arrivé en Ecoſſe.

7. Mr. Falconnieri avoit reçu au commencement du mois le Brevet de Gouverneur de *Rome* : On avoit appris que l'Empereur a déclaré le Duc de Matalone Prince de l'Empire , en lui accordant pluſieurs Privilèges.

II. 1. Suivant les avis de *Naples*, les Galères du Pape qui étoient à *Baya* n'en étoient parties que vers le milieu de Décembre pour retourner dans leurs Ports.

2. Le Pape ayant réſolu , comme on a dit ci-deſſus , de mettre une Dixme ſur les biens Eccléſiaſtiques pour être employée à la Guerre contre les Turcs , avoit voulu la faire lever dans ce Royaume ; mais la Régence ayant prétendu que c'étoit à elle à aſſeoir cette taxe, la Cour de *Rome* n'en a plus voulu entendre parler , de crainte que les Eccléſiaſtiques n'en ſouffriſſent.

3. Cependant on n'eſt pas ſans alarme dans ce Royaume de la part des Infidèles , particulièrement ſi l'Empereur ſe réſoud , comme on n'en doute preſque plus , à leur faire la Guerre ; parce que la Flote de ces Infidèles pourroit tenter une Décenſe en quelque

endroit. On a même ſurpris il y a quelque tems près de *Gaette* un petit Bâtiment Turc , portant Pavillon Génois , & ayant 20. hommes ſur ſon bord , qu'on remarquoit ſonder de tems en tems la Côte , & on les a menez priſonniers à *Naples* , ſur quoi le Viceroi a fait ſavoir cet incident à la Cour de *Vienne*. On a reçu depuis des ordres de faire rétablir & améliorer les Fortifications des Places le plutôt qu'il ſera poſſible. Les Corſaires de *Dulcigno*, ſelon des avis du mois paſſé , avoient pris tout récemment une Tartane Napolitaine portant Pavillon Impérial.

4. Selon ces mêmes Lettres le Viceroi avoit donné le Gouvernement de la Douane Royale de *Fogia* , vacante par la mort du Marquis *Tuffo* , & qui vaut 6. mille Ducats de rente , au Régent *Garofolo* ; & Mr. *Colle* , Réſident de *Veniſe* , étoit ſur le point de s'embarquer pour *Malthe* , où il a ordre d'aller exécuter quelque Commiſſion de la part de ſa République.

III. 1. Par les derniers avis de *Veniſe* du 25. du paſſé , la glace , la Neige & le mauvais tems qui avoient duré ſuccéſſivement depuis aſſez long tems , avoient empêché les Vaiſſeaux

qui doivent conduire à *Corfou* environ 2. mille soldats de différentes Nations, de mettre à la voile ; & avoient aussi retenu le Général Nostis quis s'est embarqué avec 80. mille Ducats pour les besoins pressans de cette Isle.

2. Le Chevalier Morosini, ci-devant Ambassadeur extraordinaire de la République à *Vienne* étoit arrivé de *Verone* où il avoit fait quarantaine.

3. Mr. Grimaldi fut fait il y a quelque tems Lieutenant-Général par le Conseil. Mr. Michel Morosini ayant été choisi au commencement du mois passé pour Capitaine Général, & ayant demandé d'être dispensé d'accepter cet Emploi important, Mr. Pisani en fut revêtu le 13. ; la Charge de Provediteur général des Isles qu'avoit le dernier, a été conférée à Mr. Antoine Loredano.

4. On assure que la République de *Venise* a résolu de lever toutes les difficultés qu'a fait jusqu'ici l'Empereur de déclarer la Guerre aux Turcs ; & l'on dit qu'elle a dépêché un Courier à *Vienne* pour le faire sçavoir à la Cour Impériale. On compte entre les prétextes que cette Cour alléguoit, qu'el-

le.

le ne pouvoit pas songer à cette Guerre que la République ne se rendit garante de la sûreté des Etats que l'Empereur possède en Italie, ce qu'elle a accordé & a envoyé un Ministre dans les Cours des autres Princes d'Italie pour leur faire goûter les raisons qu'elle a de vouloir entrer dans cette garantie.

5. L'ouverture du Carnaval se fit dans les formes & à l'ordinaire le 14. du mois dernier, avec la liberté à toute personne d'être masquée. La quarantaine du Prince Electoral de Bavière étant finie, on l'attendoit à *Venise* le 25. du Passé, où l'on se flatte que le Prince Electoral de Saxe se rendra aussi dans peu.

IV. 1. On étoit encore en attente à *Gènes*, selon les avis du mois passé, sur la manière dont on pourroit apaiser le mécontentement de la Cour de *Vienne* avec la République ; cependant on espéroit que cette affaire s'accommoderoit dans peu en donnant quelque satisfaction à S. M. Impériale.

2. Un Vaisseau chargé des Equipages de l'Ambassadeur de cette République que la Porte Ottomane a obligé de sortir de *Constantinople*, ar-

F 6

riva

riva le 3. du mois passé dans le Port de *Gènes*, ayant été 18. jours à venir de *Messine* où il a abordé & débarqué ce Ministre.

3. On fit le 12. du même mois la Cérémonie ordinaire du Couronnement du nouveau Doge avec beaucoup de Pompe, le Magistrat ayant fait ôter auparavant les neiges qui embarrassoient les rues : c'est l'Evêque de *Noli* qui avoit été appelé exprès, qui a fait cette fonction.

4. Les 3. Vaisseaux de Guerre que Mr. Mari fournit à l'Espagne étoient à la Rade depuis quelques jours, n'attendant que le vent favorable pour se rendre à *Cadix*.

V. Il vient rarement des Lettres de *Turin* à droite ; à cause de la rigueur de la saison. Les dernières qu'on en a reçues par France portoient, que le Roi & le Prince de Piémont étoient en bonne santé, qu'on mettoit toujours les Troupes en meilleur état ; qu'on devoit construire plusieurs Galères dans les Ports de Sicile ; & que la Cour comptoit de se rendre au Printems dans ce Royaume.

Réflexions sur les Nouvelles de Rome & d'Italie.

LA Cour de *Rome* a actuellement trois grandes affaires sur les bras, auxquelles elle semble donner sa principale attention ; savoir, la Guerre des Turcs, l'affaire de la fameuse Constitution *Unigenitus*, & l'Interdit de Sicile. La première est à la vérité la plus sérieuse ; mais cette Cour ne laisse pas d'avoir les deux autres fort à cœur. Elle regarde la Guerre des Infidèles, comme l'affaire générale de toute la Chrétienté, ou tout au moins de toute l'Italie, & de quelques autres Princes, comme l'Empereur & le Roi de Pologne ; & elle ne désespère pas de porter la plupart des Puissances Catholiques, & principalement les plus intéressées à faire des efforts pour s'opposer à l'agrandissement des Turcs : mais la Constitution & l'Interdit de Sicile touchent plus directement la Cour de *Rome*, & tendent à diminuer ou à retraindre le pouvoir de la Cour de *Rome*, playe la plus sensible qu'on lui puisse faire : & bien loin de s'attendre à être secourue d'aucune Puissance dans ces deux occasions, elle les trouve pres-

que

que toutes réunies contr'elle.

Le moyen proposé à *Rome* de la levée d'une Dixme pour la Guerre des Turcs, ne seroit pas au reste le moyen le moins sûr pour rabattre l'orgueil & la fierté des Ottomans; mais il faudroit que ces levées, pour être suffisantes, se fissent généralement dans tous les Etats Catholiques; & ce qui vient d'arriver à *Naples* sur ce sujet, fait assez voir l'impossibilité d'un tel Projet: Ce seroit bien autre chose si le Pape proposoit une pareille levée dans certain Etat, où le Clergé n'est que trop accoutumé depuis long tems à contribuer pour des Guerres bien moins justes, & qui ont ruiné la plus belle partie de l'Europe.

La Cour de *Rome* sent bien que la conjoncture présente n'est pas favorable à la Constitution. La mort de Louis XIV. lui a fait perdre l'occasion de porter un coup mortel aux Privilèges & Libertez de l'Eglise Gallicane. On ne doit pas s'imaginer qu'elle en demorde pour cela: tout ce qu'on peut conclure de la modération apparente avec laquelle elle a reçu la nouvelle des dernières procédures de la Sorbonne sur ce sujet-là, c'est qu'elle semble vouloir entrer dans les vûes du Duc Régent de France, qui paroît vouloir lais-

ser tomber cette affaire sans vouloir qu'on la décide, sauf à la Cour de *Rome* de la faire revivre & de la pousser de plus belle dans un tems plus favorable.

On ne doit pas être surpris non plus que le Pape n'ait pas vû de bon œil la Protestation de Mr. Molines de la part du Roi d'Espagne sur les procédures des Officiers de Sa Sainteté touchant l'Interdit de Sicile. Elle ne sera pas apparemment moins choquée de ce que vient de faire tout récemment le Parlement de *Paris*, en condamnant par un Arrêt * de certaines Lettres Monitoriales adressées en Sicile sur le même sujet: mais pour mettre au fait de ces Lettres Monitoriales dont nous parlâmes dans le Journal précédent §, il ne sera pas mal à propos de rapporter ici l'Extrait d'une Lettre de *Rome* du 17. de Décembre dernier, que nous n'avions pas encore alors: la voici.

LE Pape vient de faire afficher, par toute la Ville, trois longs & grands Imprimez sous cette titre: Litteræ Monitoriæ contra compulsores & violatores Immunitatis. &c; c'est à dire, Lettres Monitoriales contre ceux

* On trouvera cette Pièce ci-dessous à l'Article des Nouvelles de France.

§ Page 17.

qui violent ou s'efforcent de violer l'Immunité, &c. On y raporte tous les mauvais traitemens que diverses personnes ont souffertes, pour avoir observé l'Interdiction sur les 5. Diocèses qu'il nomme du Royaume de Sicile, & les violences que d'autres ont commises pour les forcer à violer l'Immunité. On trouve parmi les uns & les autres des Religieux de la Merci, des Carmes, des Augustins, des Franciscains, des Benedictins, &c. Le Pape dans un Bref qu'il y joint, cite tous les Persécuteurs (comme il les nomme) à comparoitre à Rome, pour y rendre raison de leur conduite dans le tems de deux mois, dont les 22. premiers jours sont comptez pour la premiere Monition; les 22. suivans pour la seconde, & les 22. derniers pour la troisieme & derniere Monition. S'ils n'y comparoissent point dans le terme prescrite, S. S. menace de les declarer excommuniés. Dans le troisieme Monitoire, les Jesuites sont representez comme eians opprimés avec tous les gens de bien.

Dans une si grande oppression de tous les gens de bien, l'est-il dit dans ce Monitoire, les Religieux de la Societé de Jesus n'ont pas été épargnez: Car comme aussi tôt qu'ils eurent reçu le Bref du Pape en date du 6. Novembre dernier, & qu'en rejettant toute fausse Doctrine, ils eurent fermé leurs Eglises & observé exactement l'Interdit Ecclesiastique, à l'édification des fidèles, ils furent dépouillez de tous les Biens qu'ils possédoient en grande abondance dans les Diocèses soumis à l'Interdit, & furent

Il y a déjà long tems que nous avons remarqué que cette affaire de l'Interdit concerne tous les Souverains de la Communion Romaine. Elle regarde l'Empereur en qualité de Roi de Naples tout comme le Roi de Sicile. La France, aussi-bien que l'Espagne à beaucoup d'égards, & en un mot tous les Souverains ont intérêt de ne pas souffrir ces procédures violentes & hautaines sans faire voir qu'il les désapprouvent sans s'y opposer indirectement, à moins que de vouloir encourager chaque jour chez eux de pareilles entreprises de la part de la Cour de Rome, ou même des Ecclesiastiques de leurs propres Etats, dont elle a toujours l'adresse de mettre un grand nombre dans ses intérêts; & c'est apparemment là le motif qui a déterminé le Parlement de Paris à faire la démarche dont on vient de parler.

NOUVELLES DU NORD.

ON a reçu la suite du Journal de la marche de l'Armée du Roi de Pologne que nous donnâmes le

mois dernier jusqu'au 15. du même mois ; mais comme elle est trop étendue pour la rapporter dans son entier , nous nous contenterons d'en marquer les circonstances les plus considérables.

Le Maréchal de Camp Comte de Flemming qui commande cette Armée ayant eu avis à *Janou* que les Confédérez en se retirant vers *Czarnostok* avoient abandonné *Turrobin*, écrivit au Prince de Weisseinfels, qui étoit du côté de *Leopol*, de le venir joindre avec son monde près de cette première Ville , & se mit en marche le 20. de Décembre pour s'y rendre. Il y arriva ce même jour & y séjourna le 21. & le 22. , que le Prince Weisseinfels se rendit seul auprès du Comte de Flemming ; mais l'Armée s'étant remise en marche le 13. ce Prince la vint joindre vers le soir avec sa Cavalerie , ayant laissé son Infanterie à *Turrobin* selon l'ordre qu'il en avoit eu du Comte de Flemming.

Il ne se passa rien de remarquable dans la marche de l'Armée jusqu'au 25. qu'on marcha dès la pointe du jour aux Ennemis , mais ils n'en furent pas plutôt avertis qu'ils firent partir leurs Bagages & les suivirent avec précipi-

tion ; & plusieurs Rivières , qu'il faisoit passer pour aller à leur poursuite , leur donnerent le tems d'échaper ; l'Armée Saxonne fut même obligée à cause de l'obscurité de passer la nuit à la belle étoile. Plusieurs Trompettes y vinrent demander une suspension d'Armes au nom de quelques Palatins ; mais le Comte Flemming sans leur donner réponse , continua sa marche jusques sous *Zamojsk* , où il arriva le 26. avec toute l'Armée.

Les Palatins de Podolie & de Czernico vinrent trouver le Comte dès le même jour , de la part des Confédérez , & lui présentèrent un Projet pour une suspension d'Armes de 3. jours ; mais le Comte ne l'approuvant point , leur en donna un autre par écrit , lequel ayant été porté aux Confédérez ils y consentirent , sur quoi la Suspension fut conclue. Les deux Palatins demandèrent ensuite une Conférence pour le lendemain à 9. heures du matin. Ce Général offrit de se rendre chez eux ; mais ils s'en excusèrent. La Conférence s'étant tenue à l'heure marquée , le Comte de Flemming demanda que les Députés des Palatinats & de l'Armée des Confédérez y fussent admis ; mais les deux Palatins n'y voulurent

pas

pas consentir. Après avoir déduit leurs griefs fort au long, le Comte de Flemming y répondit d'une manière plus solide qu'ils ne s'y attendoient, & leur fit voir clairement entr'autres le tort qu'avoient les Mécontents par rapport au Roi, & aux bruits qu'ils avoient répandues contre S. M. Les Palatins ayant demandé là dessus au Comte, s'il étoit muni d'un Pleinpouvoir suffisant de S. M., il leur demanda à son tour, s'ils faisoient la Guerre au Roi ou contre son Armée: sur quoi les Premiers ayant répondu que c'étoit uniquement contre l'Armée, le Comte leur repliqua, que l'Armée qu'il commandoit étoit un Pleinpouvoir qui portoit de soi-même. Enfin les Palatins ayant dit qu'ils demandoient la Paix, le Comte répondit qu'il s'agissoit de voir de quelle manière on la pourroit faire. Les Palatins demeurèrent d'accord qu'ils devoient une réparation au Roi pour le tort qui lui avoit été fait par les Confédérés, mais qu'ils demandoient en même tems une assurance, que les Troupes Saxonnnes seroient renvoyées, & qu'on fixât un terme pour cela: Le Comte répondit, que le Roi n'y seroit pas contraire, mais que les troubles intestins l'avoient empêché jusqu'à présent, quoi que S. M. lui eût déjà donné une Commission pour traiter avec quelques Princes étrangers, de la cession d'une partie de ses Troupes à leur service. Les Palatins

tins demandèrent ensuite que le Comte mit par écrit la satisfaction qu'il demandoit au nom de S. M., après qu'on seroit convenu de part & d'autre de faire cantonner les Armées. Ils demandèrent de plus une prolongation de la Suspension d'Armes; mais pendant qu'on délibéroit sur les conditions, dont on convint trop tard pour les Confédérés, ayant été enfin stipulé que la prolongation ne commenceroit que le 30. pour expirer le 15. du mois de Janvier dernier, les Saxons trouvèrent moyen le 28. de surprendre la Forteresse de Zamosc.

Le Journal en question porte, que plusieurs Païsans s'étant retirés dans les Ouvrages de dehors de la Place, les Saxons avoient mis une garde pour empêcher qu'on ne fit du tort à ces pauvres gens. Il ajoûte que le Commandant ayant lui-même consenti qu'on fit avancer une Garde de 30. hommes à chaque porte de la Ville pour empêcher le desordre qui auroit pu naître de la part des Soldats qui entroient & sortoient pour acheter ce qu'ils avoient de besoin, il avoit ensuite redoublé la Garde aux portes & fait faire des plaintes au Général Comte de Flemming, qu'on le tenoit comme assiégé dans la Place: Que ce procédé irrégulier avoit fait prendre la résolution de faire entrer peu à peu 60. Officiers, sous prétexte de quelques nécessitez, lesquels s'étant rassemblez dans un lieu marqué, une

partie avoit attaqué un des Postes d'une des principales Gardes, dont elle avoit desarmé les Soldats, pendant qu'une autre partie se rendoit maître d'un autre Poste de la même Garde; Que le Commandant qui étoit survenu là avoit eu le malheur d'être tué, aussi-bien que le Major, qui voulant se défendre reçut un coup d'épée au travers du corps. Que la grande Garde s'étoit aussi mise en état de défense; mais que quelques Officiers Généraux Saxons ayant trouvé moyen d'entrer dans la Place, & quelque Infanterie ayant même escaladé la muraille, on l'avoit bientôt obligée de mettre les Armes bas, après avoir tué quelques Officiers & une trentaine de Soldats. Les Saxons n'eurent qu'un Officier & quelques Soldats légèrement blessés, & ne perdirent pas un homme dans cette entreprise. Mr. Gruzinski ci-devant Maréchal de la Confédération, & que les Mecontens avoient député pour élire en sa place Mr. Braniki, qui étoit dans la Ville, fut arrêté & on se saisit de tous ses papiers. Le Régiment du Comte de Flemming entra dans la Ville le 29. pour y rester en Garnison.

On Régla aussi les choses pour mettre les 2. Armées en quartier, pendant la Suspension d'Armes qui Commença le 30. & les Armées se mirent en marche le 31. pour s'y rendre.

Une des Conventions de cette Suspension étoit

étoit qu'on s'assembleroit le 4 du mois passé à Rava dont les Armées s'approcheroient à cause de cela. Les Palatins de Pologne & de Czernichow firent savoir qu'ils ne pourroient s'y rendre que le 6.; mais le Comte de Flemming ayant témoigné que ce changement ne lui paroîssoit pas de bonne augure, ils s'y trouvèrent le 4. Les autres Palatins & ceux d'entr'eux qui doivent servir de Médiateurs, y étant aussi arrivés les jours suivans, on délivra le 7. un Ecrit au Comte de Flemming dont voici les Articles.

I. Que le Primas & les Sénateurs feroient une Deputation au Roi, pour lui demander pardon au nom du Peuple, de ce qui s'est passé.

II. Que l'Armée Confédérée de la Couronne feroit une pareille Deputation au Roi, pour lui demander pardon.

III. Que les Palatinats Confédérés feroient aussi une semblable Deputation, pour demander pardon à S. M., & la prier très-humblement de convoquer une Diète générale du Royaume, pour y délibérer & convenir de ce qui est nécessaire, tant pour la liberté de S. M., que pour celle de la République.

IV. Que les Garnisons Saxonnaises dans les Villes & Forteresses de la Petite-Pologne, entr'autre Cracovie, Sandomir, Zamole &c., seroient pourvues, par le Païs, des Vivres nécessaires; à condition que lesdites Garnisons n'exigeroient point de Contributions en argent, qu'elles n'occuperoient plus d'autres Places, & qu'elles ne transporteroient point des Villes, l'Artillerie, ni les Munitions qui y sont.

V. Que le reste de l'Armée Saxonne sortira du Royaume, & se contentera des Vivres dont elle aura besoin dans sa marche, sans exiger aucun argent.

VI. Que le Comte de Flemming permettra que toutes les Troupes Saxonnnes sortiroient le dernier Avril prochain, tant du Royaume de Pologne, que du Grand Duché de Lituanie.

VII. Que l'on payera à l'Armée Confédérée de la Couronne, les Arreages qui lui sont dûs, & qu'il ne lui sera fait aucun dommage par les Troupes Saxonnnes; ladite Armée promettant de son côté, pour éviter toute occasion de dispute, de rester pendant l'Hiver dans les Palatinats de la Petite-Pologne.

Il demanda une Conférence pour le 8. afin de répondre à cet Ecrit, ce qui lui fut accordé. Il en eut depuis plusieurs autres où chacun debatit fortement les prétentions, sans pouvoir convenir de rien, quoi que la Suspension d'armes fût bientôt prête à expirer: Mais on apprend enfin par des Lettres de *Leopol* & de *Warsovie* du 15. & du 24. du passé, que la Suspension a été prolongée jusqu'au premier de Mai prochain, pendant lequel tems les Confédérés demeureroient armés; & que les Saxons tiroient cependant d'ici à ce tems-là 12. Timphes (les autres portent 16.) par chaque cheminée, après quoi ils se retireroient en Saxe.

2. On écrit de *Posnanie* du 31. du mois passé que le Roi de Pologne qui y étoit arrivé dès le commencement de ce mois, ayant appris le succès de cette Négociation, avoit fait partir la Garde à cheval le 24. pour *Warsovie* où S. M. l'avoit suivie le 31. du même mois.

3. Les Lettres de *Dantzick* de la fin du mois passé portoient, que les Troupes Mos-

covites

covites qui avoient résolu de prendre leurs quartiers en partie dans le Palatinat de *Kalisch*, & en partie dans la Prusse Polonoise, étoient déjà logées dans le Territoire de cette Ville & de celle de *Mariembourg*; mais que ceux de *Thorn* leurs avoient fermé leurs portes, & que ceux d'*Elbing* avoient aussi refusé de les recevoir.

11. 1. Suivant les avis de *Petersbourg* du 13. du mois dernier, la Czarinne Douairière Veuve du Czar *Foeder Alexowitz* Frère aîné de S. M. Czarienne d'à présent, étoit morte le 11. après une maladie d'environ 20. jours. Cette Princesse qui étoit sœur de l'Amiral *Apraxim*, n'avoit pas été mariée plus d'un mois lors que le Czar son Epoux mourut. La Cour alloit prendre le grand Deuil tant pour cette mort que pour celle de la Princesse Héritière de Moscovie.

2. Le Czar qui est assez passablement rétabli de son indisposition, avoit assisté le jour précédent au *Te Deum* qu'on chanta pour la prise de *Stralsund*, & dina ensuite chez le Prince *Menzicof*. Pendant que S. M. Czarienne étoit encore à table, un Express, dépêché de Finlande par le Général *Bruce* le 9. du mois précédent, lui apporta la nouvelle, qu'un détachement de 400. Dragons que ce Général avoit envoyé prendre langue des Suédois, avoit rencontré 600. Cavaliers de cette Nation proche d'une petite Rivière à envi-

Tome L X.

G

rou

ron 2. mille de Tarnow : que ces derniers avoient d'abord fait feu sur les Moscovites , mais que ceux ci , sans tirer un seul coup , s'étoient jetté l'épée à la main sur cette Cavalerie , l'avoient mis en desordre & obligé de prendre la fuite : Qu'il étoit demeuré 240. Suédois sur la place , avec un Major , 2. Capitaines & un Subalterne , & que le Colonel qui les commandoit , un Subalterne & 9. ou 10. Cavaliers avoient été faits prisonniers , les autres s'étant sauvez dans les Bois : qu'il n'étoit demeuré qu'un seul homme sur la place du côté des Moscovites qui n'avoient eu que 13. ou 14. blessés.

3. Ces mêmes avis de *Petersbourg* ajoutent , que le Prince de Menzicof se préparoit à faire le voyage de Revel ; mais que celui du Czar étoit incertain & dépendoit de l'état de la santé : qu'on disoit seulement que S. M. Czarienne par l'avis de ses Médecins , pourroit bien aller dans la belle saison prendre les eaux de *Carelbad* , ou celles d'*Aix la Chapelle*.

III. 1. Les glaces ou le mauvais tems ont fait qu'on n'a pas reçu fort régulièrement des Lettres de Suède. Celles de *Stockholm* de la fin de Décembre , porteroient qu'on avoit eu des avis de *Gotland* du 14. du même mois qui détruisoient tous les bruits qui avoient couru que cette Province étoit tombée entre les mains des Moscovites , & qui assuroient au contraire

traire que le Prince Héréditaire , qui avoit fait un voyage dans ces quartiers là , y avoit mis les choses sur un pied à les bien recevoir s'ils tentoient d'y faire décente.

2. D'autres Lettres de plus fraîche date marquoient , que sur la nouvelle que le Roi étoit passé de *Stralsund* à *Carelsroon* , le Prince Héréditaire étoit parti pour aller saluer S. M. & lui remettre un état exact de toutes les forces qui sont en Suède , qu'il en avoit été très bien reçu & étoit ensuite retourné à *Stockholm* pour veiller à la sûreté des côtes du Royaume , pendant que S. M. Suédoise assembleroit une Armée , qui devoit être de 20. mille hommes , pour la faire passer en Zelande si la Glace devenoit assez forte.

IV. On mande de *Coppenhague* , que sur le bruit des préparatifs du Roi de Suède en Scanie , la crainte avoit été fort grande par toute l'Isle de Zelande , vu le froid excessif qu'il faisoit alors , & qui renforçoit les Glaces de jour en jour : que l'allarme avoit redoublé sur l'avis qu'un détachement de Cavalerie Suédoise avoit passé sur les Glaces dans l'Isle de *Veen* , & que les Habitans de la Campagne & même d'*Elseneur* se sauvoient avec leurs meilleurs effets à *Coppenhague*. Que le Roi de Danemarck qui y étoit arrivé le 6. du mois passé , après avoir envoyé ordre à une partie de ses Troupes de se

rendre en diligence en Zelande s'étoit contenté de faire mettre toutes choses en bon état dans la Capitale & d'ordonner qu'on cassât journellement les Glaces le plus avant qu'on pourroit le long de la Côte. Qu'on avoit eu cependant beaucoup de peine à faire entrer dans le Port les Vaisseaux de Guerre qui étoient engagés dans les Glaces & qu'il avoit eu plus de 50. personnes de ceux qui travailloient à les dégager de noyez.

Les Lettres de Copenhague de la fin du mois passé ajoûtoient, que des passagers venant de Scanie avoient rapporté, que la crainte étoit égale de tous les deux côtez, les Suédois, sur les avis du grand nombre de Troupes qui s'assembloient dans l'Isle de Zelande, ayant fait aussi casser les glaces sur leurs côtes de peur d'une invasion; mais le tems s'étant tourné tout d'un coup vers ce tems là au dégel, tira tout le monde d'inquiétude. Ces mêmes Lettres ajoûtoient qu'il y avoit 4. Vaisseaux de Guerre Suédois pris dans les glaces entre *Moens & Falster*, & qu'on les croyoit les mêmes qui avoient porté quelque secours à *Wisnar*.

I V. 1. Il y a peu de nouvelles de Poméranie depuis que les Armées en sont sorties. La misère & les maladies qu'elles y ont laissé ont fait croire pendant un tems que la maladie contagieuse y régnoit, particulièrement à *Stralsund*

sund où il est mort beaucoup de monde, mais on a reconnu que ces maladies n'avoient été causées que par la fatigue, le froid & la disette que les Soldats ou les Habitans du Pais ont souffert.

2. Toutes les Troupes qui sont dans le Holstein, à la réserve de 3. Régimens qui y doivent rester, avoient eu ordre d'aller renforcer le Blocus de *Wismar*, qu'on travailloit à entourer d'une ligne de circonvallation. Des Deserteurs venus de la Place ont déclaré que tout le secours que les Suédois y avoient jetté en dernier lieu consistoit en 700. Soldats, 1000. sacs de Seigle, & une certaine quantité d'Orge, de Pois, de Biscuit, d'eau-de-vie & de Tabac, & quelque peu de Froment pour les Officiers, avec quoi ils content de pouvoir gagner la fin du mois d'Avril.

V. On mande de *Berlin* du mois passé, que le Roi n'ayant pas voulu permettre aux Magistrats de cette Capitale de faire dresser des Arcs de Triomphe à son arrivée de Poméranie, ils avoient prié S. M. de leur permettre de faire fonder à leurs dépens une belle pièce de Canon pour lui en faire présent, ce que S. M. avoit accepté.

2. Sa Majesté fit le jour des Rois les deux jeunes Fils du Margrave Albert Chevaliers de l'Aigle noir. On avoit parlé d'un voyage qu'Elle devoit faire à

G;

Dessau

Dessau à la fin du mois passé, mais on apprend qu'elle a changé de résolution, étant allée à *Potsdam* pour y faire la réduction des grands Grenadiers & se rendre de là à *Magdebourg* pour y passer en revûe quelques Régimens.

3. Le Comte de *Dhona* étoit parti pour la Prusse, & le Barou de *Kniphause* pour *Copenhague* en qualité d'Envoyé extraordinaire, d'où Mr. Meyer étoit arrivé à la Cour de Prusse avec le même Caractère; & le Comte de *Virmont* devoit aussi prendre dans peu la même qualité de la part de S. M. Impériale. Le Commandement de *Berlin* dont Mr. Forcade de Biais s'est remis en devenant Colonel du Régiment de *Kameke*, a été donné au Colonel *Glazepap*.

V I. 1. On écrit de Saxe que la Reine de Pologne avoit reçu depuis peu une Lettre du Prince Electoral son Fils, par laquelle il l'assuroit de sa confiance à persister dans la Religion protestante.

2. On apprend de *Dresde*, que Mr. de *Kranembourg* Envoyé extraordinaire des Etats Généraux des Provinces Unies, avoit eu une nouvelle attaque d'Apoplexie dont il étoit mort le 29. du mois passé.

3. Les Députés des Etats de Saxe étoient arrivés dans cette Ville à la fin du même mois, & devoient faire leurs Propositions.

positions le 3. du courant. Ils avoient résolu d'écrire une Lettre respectueuse à S. M. Polonoise pour la prier de faire revenir le Prince Electoral en Saxe avant Pâques.

V II. Suivant les avis de *Hambourg* du 14. du mois passé, le Comte de *Croissi*, Ambassadeur de France, avoit rendu publique une de ses Lettres du 10. du même mois, écrite à Mr. le Baron d'*Ilgen*, premier Ministre du Roi de Prusse, dans laquelle il lui fait de grandes plaintes d'une Lettre datée du 19. de Décembre dernier qui couroit sous son nom, quoi qu'il la crût supposée, comme ne rapportant point du tout fidèlement ce qui s'étoit passé entre le Roi de Prusse, ses Ministres & lui, lors qu'il se rendit de *Stralsund* au Camp des Alliez: ensuite de quoi ce Ministre de France fait un espèce de détail de ce qui, selon lui, s'étoit passé en cette occasion.

Les Lettres de *Hambourg* du 7. de ce mois nous apprennent que cette Lettre du Comte de *Croissi* lui avoit été renvoyée le 3. de ce même mois toute cachetée par le Comte de *Rouembourg* Envoyé Extraordinaire de France à la Cour de *Berlin*, en lui faisant savoir que le Baron d'*Ilgen* lui avoit dit, lors qu'il la lui avoit présentée, qu'il en avoit déjà appris le contenu par certaines Gazettes. Ces mêmes Lettres de *Hambourg* ajoutent,

tent, que Mr. Burchardi Résident de Prusse en cette Ville, avoit communiqué aux Ministres étrangers une Réponse qu'il avoit reçüe du Baron d'Ilgen sur cette Lettre du Comte de Croissi, dans laquelle le Ministre de Prusse après avoir remercié la personne à qui il écrit de la communication qu'elle lui avoit donnée de cette Lettre, & lui avoir déclaré sur son honneur que jusqu'au 16. de Janvier, jour auquel il lui écrivoit, il n'avoit point encore reçü la Lettre en question du Comte de Croissi, qu'il croyoit supposée, il lui fait à son tour un assez ample détail des discours que le Comte avoit tenus, ou des propositions qu'il avoit faites en dernier lieu au Roi de Prusse & à ces Ministres, avant son départ de l'Armée pour se rendre à Rostok, &c. Mais ces Lettres, quoi que curieuses : sont un peu trop étendues pour trouver présentement place ici.

La quantité & la longueur des Pièces qui nous restent à insérer dans ce présent Journal, nous dispensera pour cette fois d'y mettre le reste de nos Réflexions ordinaires.



NOU-

NOUVELLES DE TUR- QUIE, DE HONGRIE, D'ALLEMAGNE ET DE SUISSE.

ON doit ici, avant que de parler des dernières nouvelles de Constantinople, ajouter que celles du 20. Novembre, portoient, outre ce qu'on en dit dans le précédent Journal, que la mort de la Mère du Sultan avoit été réparée par la naissance d'un Prince. Que le Capitan-Bacha qui commandoit la Flotte Ottomane avoit été déposé ; Que le Caïmacan d'Andrinople avoit été relegué à Bender en qualité de Gouverneur ; & que sur la réponse du Prince Eugène de Savoye, apportée par l'Aga revenu de Vienne, que la Paix rompue avec les Vénitiens étoit une infraction au Traité de Carlowitz, le grand Vizir avoit fait assembler le Divan, à l'issuë duquel on avoit envoyé ordre par tout d'augmenter & de hâter les préparatifs de Guerre pour le Printems.

Les derniers avis de Constantinople étoient du 13. de Décembre dernier, ils portoient que le Grand Seigneur, accompagné de son premier Visir, avoit fait le 2. une Entrée triomphante dans cette Capitale ; & qu'on avoit publié le 11. à son de Trompe, de la part de Sa

G 5

Hau-

Hauteſſe , que tous les Habitans de cette Ville , ſujets ou étrangers , euſſent à faire des réjouiſſances publiques dix jours & dix nuits de ſuite , pour les grands avantages que la Porte à remporté la Campagne dernière ; de ſorte qu'on croyoit que les Miniſtres étrangers qui réſident à *Conſtantinople* ne pourroient pas ſe diſpenſer ſans danger d'obéir à cet ordre. Toute la Flotte étoit auſſi de retour le 9. dans le Port de cette Ville , où on amenoit journellement des milliers d'Efclaves des deux Sexes de Morée ou des Iſles , parmi leſquels on trouve quantité de perſonnes de façon ; & l'on marque que les Janiſſaires qui ont fait cette Campagne en ſont revenus bien garnis d'or & de pierres.

II. On mande de Hongrie du 21. du mois paſſé , que le froid extraordinaire & les neiges avoient fait périr beaucoup de monde en ces quartiers-là : qu'on avoit été obligé d'interrompre les Ouvrages des Fortifications de *Segedin* ; & que la Rivière de *Thyr* s'étant couverte de glace , on avoit renforcé la Garniſon de cette Fortereſſe de 7 Compagnies du Régiment de *Staremberg* de crainte de quelque ſurpriſe de la part des Turcs , qui ſont demeurés juſques ici en repos , mais qu'on fait néanmoins être fort occupés ſur les Frontières de Hongrie & de Tranſilvanie aux préparatifs pour la Campagne ; la

Porte.

Porte ayant fait ſavoir aux Troupes qu'elles euſſent à ſe trouver le 12. de Mars prochain proche de *Conſtantinople*. Les Tartares , qui avoient auſſi eu ordre de ſe tenir prêts de bonne heure , faisoient faire quantité de haches pour ſe faire des chemins dans les bois , & leur Kanavoit été mandé à *Conſtantinople* pour aſſiſter aux Conſeils de guerre. Le Marquis *Cuſani* , du Conſeil Impérial des guerres , Général de la Cavalerie , & Colonel d'un Régiment de Cuirafſiers , mourut à *Preſbourg* le 17. du mois paſſé.

III. 1. Le corps du feu Electeur de *Trèves* , qui n'avoit été mis qu'en dépôt dans l'Egliſe des Récollets de *Vienne* , dans le deſſein de le transporter à *Trèves* , fut transféré le 12. dans l'Egliſe des *Capucins* de cette première Ville , & mis dans le monument Impérial ; & l'on s'eſt contenté d'envoyer ſon cœur à *Trèves*.

2. La plus jeune Archiduchèſſe *Marie-Amélie* , Fille du feu Empereur *Joſeph* , s'étant trouvée mal le 12. du mois paſſé les Médecins la firent ſaigner & s'aperçurent le lendemain que la petite Vérole ſortoit , ce qui a continué de mieux en mieux ; de ſorte que cette jeune Princeſſe ſe trouva bien-tôt hors de danger , & qu'elle a été rétablie avant la fin du mois.

3. Les Lettres de *Vienne* du 15. portoient , que l'accommodement entre l'Empereur & la République de *Gènes*

étoit accommodé , & qu'on n'en attendoit plus que la Ratification ; & que quoi que les Articles n'en fussent pas encore publiés , on ne laissoit pas d'assurer , que
 „ l'Officier de Justice Génois qui a dé-
 „ chiré la Patente ou Commission du
 „ Capitaine Impérial , sera démis de sa
 „ Charge : que la République donnera
 „ une Pension annuelle à la Veuve dont
 „ le Mari fut tué dans le tumulte : Qu'on
 „ ne fera plus de recherche dans les Ban-
 „ Impériaux ; & que le sel qu'on trans-
 „ portera de *Gènes* à *Milan* sera libre de
 „ tous impôts : de sorte qu'on regarde ce-
 „ ci à *Vienne* comme une satisfaction rai-
 sonnable.

4. On prétendoit à *Vienne* vers le mi-
 lieu du mois passé , que l'Ambassadeur
 de *Vénise* avoit déjà reçu ordre du Senat
 de signer le Traité avec l'Empereur tou-
 chant la Guerre des Turcs , à condition ,
 comme on en a déjà parlé ailleurs , que
 la République seroit garante des Etats
 que S. M. Impériale possède en Italie. On
 ne doute effectivement presque plus que
 l'Empereur ne se déclare là-dessus : ce-
 pendant il paroît qu'on auroit bien sou-
 haité de s'en dispenser , dans la conjonc-
 ture présente , où quoi que l'Empereur
 ait plus de 150 mille hommes sur pied ,
 il a besoin au moins de 10 millions pour
 les mettre en mouvement & en action.
 Cependant on ne peut pas même comp-

ter

ter sur les Subsidés que le Nonce du Pa-
 pe promet de la part de Sa Sainteté pour
 cette Guerre , parce qu'on sait que la
 Cour de *Rome* s'est déjà épuisée pour tâ-
 cher d'aider au Prétendant à faire soule-
 ver l'Angleterre ; & qu'elle a cette affai-
 re beaucoup plus à cœur que la Guerre
 même des Infidèles.

5. On assure qu'il n'y a point encore
 de Gouverneur Général des Païs Bas de
 nommé ; mais que depuis la conclusion
 du Traité de Barrière , on a parlé d'ôter
 à la Junte Espagnole la connoissance des
 affaires des Païs-Bas Autrichiens.

6. Les nouvelles particulières de *Vienne*
 sont , que Mr. Malsburg y étoit arrivé
 en qualité d'Envoyé extraordinaire du
 Landgrave de Hesse ; que le Résident de
 Moscovie avoit notifié la mort de la Prin-
 cesse Héritière de Moscovie ; que le Com-
 te de Bossu y avoit été Sacré par le Nonce
 du Pape , assisté de 2. Evêques , Archevê-
 que de *Malines* ; & que l'Impératrice avoit
 choisi la Comtesse de Gileysin pour Inspec-
 trice & Nourrice de l'Enfant dont Elle doit
 accoucher vers la fin du mois de Mars.

IV. 1. On mande de *Ratisbonne* que le
 Député de *Holstein Gortorp* & de l'E-
 vêché de *Lubeck* , y délivra le 17. du mois
 passé deux Mémoires remplis de grandes
 plaintes contre les Danois.

2. Une partie des Envoyez du Collé-
 ge des Princes ayant pris le mois passé la

G 7 ré.

résolution de faire une Protestation contre la Capitulation que l'Empereur fit à son Election, pour tâcher d'apporter quelque remède à certains Articles qu'ils prétendent leur être contraires, & l'ayant voulu délivrer au Directoire de *Mayence*, on refusa de l'y recevoir, alléguant que tout le Collège Electoral s'étoit opposé en 1690. à une pareille Protestation contre la Capitulation de l'Empereur Joseph : sur quoi ces mêmes Envoyez résolurent de délivrer leur Protestation au principal Commissaire Impérial, ce qu'ils firent ; mais le reste du Collège des Princes a fait une Représentation contre cette démarche, & prié le Commissaire Impérial de ne plus recevoir de pareils écrits.

V. 1. Les avis du Haut & du Bas-Rhin ne nous ont rien appris de remarquable depuis le dernier Journal. Le jour de l'Assemblée du Cercle du Haut-Rhin, suivant les Lettres de *Francfort* du 9. de ce mois n'étoit pas encore fixé. On y doit délibérer sur les moyens de payer les Contingens des Mois Romains accordez par la Diète pour les Fortifications de *Philisbourg* & du Fort de *Kehl*.

2. On apprend de *Trèves* que les voix & du Chapitre sont tellement partagées, qu'il n'est pas possible encore de prévoir sur qui l'Election pourra tomber, quoi que beaucoup prétendent que le Grand Maître de l'Ordre Teutonique y aura la meilleure part s'il persiste.

V.I.

VI. 1. Selon les avis de Suisse, on avoit ressenti vers le milieu du mois passé à plusieurs reprises d'assez fortes secousses de tremblement de terre dans le Canton de Zurich, particulièrement dans les Bailliages de *Kybourg* & de *Gruningen* qui en dépendent : cependant on n'apprend pas qu'elles aient causé de dommage considérable.

2. Il étoit arrivé dans ce même Canton un Député de *Genève* dont la Commission porte, dit on, de resserrer les neuds de l'Alliance de cette petite République avec ce Canton & celui de *Berne*. Mais on ajoute qu'il a représenté la nécessité de faire fortifier la Ville de *Genève*, & l'impossibilité où elle est de faire cette dépense ; demandant une somme de 100. mille écus, mais sans intérêts, qu'elle s'obligeroit de rendre dans un certain tems, & on ne doute pas qu'il n'obtienne sa demande.

3. On mande que ceux du Canton de *Bâle* étoient fort consternez de ce qu'après avoir été assurez, ainsi que nous le dûmes le mois passé, par la Lettre du Duc Régent, qu'on leur laisseroit passer de France ce qu'ils auroient de besoin de bled, & qu'on leur laisseroit la liberté du Commerce, on ne leur accorderoit que 168. sacs par semaine, qu'on ne pourroit faire passer que par *Huninguen* ; & que toutes les Dixmes, Rentes, & autres Re-

venus

venus du Canton ne se recevoient qu'en bled de cette manière. Que là dessus ils avoient envoyé 2. Députés aux autres Cantons Protestans pour demander leur sentiment sur ce procédé. Que Mrs. de Zurich avoient pris la résolution, pourvu que les autres Cantons y consentissent, d'envoyer en France un Secrétaire pour solliciter la sortie des grains, & la liberté de Commerce, en vertu de la grande Alliance; & qu'ils les prioient de leur faire savoir là-dessus leur sentiment. On mande du 2. de ce mois, que les Députés de Bâle s'étoient ensuite rendus à Bern pour y faire les mêmes représentations qu'ils venoient de faire à Zurich.

NOUVELLES DE FRANCE.

I. Voici l'Arrêt du Parlement que nous annonçâmes dès le mois passé en finissant l'Article de France, & dont il est fait mention ci-dessus dans celui de Rome.

Extrait des Régîtres au Parlement.

CE jour les Gens du Roi sont entrez & Me. Guillaume François Joly de Fleury, l'un des Avocats dudit Seigneur Roi, portant la parole, ont dit à la Cour.

Que le Dépôt sacré de l'ordre public qui leur est confié, les oblige de recourir à l'autorité de la Cour au sujet d'une Pièce qui

paroit être des Lettres Monitoriales, décernées par l'Auditeur general de la Chambre Apostolique, contre ceux qu'on dit s'être opposés aux Immunités, à la Jurisdiction & à la liberté Ecclesiastique dans la Sicile, & avoir violé l'Interdit qui a été prononcé contre plusieurs Villes & Diocèses de ce Royaume; quoiqu'à ce Titre, qui n'annonce qu'un Aîte émané d'un Tribunal que nous ne reconnoissons point en France, & une Monition qui n'a pour objet que les Sujets d'un Royaume étranger, semble ne devoir pas nous intéresser, les principes qu'ils ont trouvez dans cet Imprimé, leur ont paru attaquer si ouvertement les Droits de tous les Souverains & les Maximes les plus inviolables de la France, qu'ils croiroient manquer à ce qu'ils doivent au Roi & au Public, & à ce qu'ils se doivent à eux-mêmes, s'ils ne propoioient pas à la Cour de prévenir par sa sagesse, les suites dangereuses que cet Ecrit pourroit avoir, s'il se répandoit dans le Royaume.

Qu'ils ne croient pas qu'il soit nécessaire de relever plusieurs Propositions répandues dans cet Imprimé, les décisions des Papes comparées à la Parole de Dieu même, l'étendue sans bornes données aux Interdits, ni plusieurs autres Maximes qui ne sont établies que sur la prévention de quelques Auteurs Ultramontains, mais qui n'éran jetées dans cet Ecrit, que comme en passant, & n'étans appliquées directement qu'aux contestations particulieres de la Sicile, ne sont pas d'une aussi grande conséquence, par rapport à la France.

Mais que ce qui leur a paru mériter davantage l'attention de la Cour, ce sont les principes de l'Auteur sur l'exécution des Décrets du Pape; que ce ne sont point de simples expressions hasardées, des énonciations

lc.

légères & superficielles ; ce sont des propositions appuyées & soutenues comme des vérités évidentes, & presque comme des articles de foi ; que ce ne sont point des Maximes seulement relatives aux différends particuliers de la *Monarchie de Sicile*, ce sont des principes, que l'Auteur applique à tous les Royaumes, à tous les Souverains & à tous les Peuples.

Que la Cour fait quels sont les principes établis dans presque tous les Etats Catholiques, sur ce qui regarde l'exécution des Décrets, soit des Papes, soit des Conciles. D'un côté, la nécessité de faire connoître aux Peuples la Loi, à laquelle ils doivent obéir, a établi aussi la nécessité de la publication des Loix Ecclesiastiques comme des Loix Civiles. D'un autre côté, l'obligation que les Souverains contractent avec leurs Peuples, de ne souffrir rien dans leurs Etats, qui puissent troubler l'ordre & la tranquillité publique, ce Gouvernement, dont ils ne sont comptables qu'à Dieu seul, a formé aussi l'obligation d'obtenir la permission du Prince & des Magistrats qui administrent la Justice sous son autorité, comme une forme nécessaire pour la publication des Décrets Ecclesiastiques, qui, sous prétexte de la Religion, pourroient donner atteinte aux droits & aux intérêts de l'Etat ; & que c'est à ces Maximes que nous devons principalement la conservation de nos plus saintes Libertés.

Que des Principes aussi anciens que l'Eglise, aussi étendus que les Etats qui professent notre Sainte Religion, & dont les monumens se présentent en foule dans tous les Royaumes Catholiques, n'ont pas besoin d'être soutenus de preuves devant des Magistrats qui en sentent toute la nécessité, & qui

qui connoissent l'usage constant qu'on en a fait dans tous les tems.

Que ce sont cependant ces Principes que l'Auteur de ces *Lettres Monitoriales* attaque sans ménagement. Il se plaint des Officiers du Roi de Sicile, qui ont obligé les Réguliers de ce Royaume, de déclarer leurs sentimens sur la nécessité de l'Exequatur. Cette formalité usitée en Sicile, que l'on connoit ailleurs sous le nom de *Placet*, *Paratis*, ou de Retention des Décrets de la Cour de Rome, que nous connoissons parmi nous sous le nom de *Lettres d'attache*, & qui tend à établir la nécessité de la permission du Souverain, pour la réception & la publication de ces Décrets, est regardée par l'Auteur comme une *Entreprise téméraire sur l'Autorité Ecclesiastique*.

S'il parle de la Maxime de l'Exequatur en elle même, il la traite d'Execrable, de Schismatique & d'Herétique : *Execrabilem propositionem pro Schismaticâ & Hereticâ à sacra Inquisitione reprobantam*.

S'il parle des Officiers qui ont exigé la signature des Réguliers sur ce sujet, ce sont des téméraires, pleins de machanceté & d'impudence ; des audacieux & des séducteurs, qui n'ont cherché qu'à ébranler la confiance des Religieux du Royaume de Sicile.

S'il applique ces Maximes à la nature des Décrets Apostoliques, il en fait une énumération qui n'excepte rien ; les *Sanctions*, les *Décrets*, les *Constitutions*, les *Rescrits*, les *Censures* particulières ou générales, les *Interdits*, tout est compris dans l'exemption prétendue de l'Exequatur.

S'il envisage enfin les Principes qu'il avance, par rapport aux lieux & aux personnes qu'il prétend y être soumises, il soutient qu'il est évident & notoire à tous les Fidèles, que

que les Sanctions, les Décrets & les Constitutions qui sont émanées de l'Oracle du Chef suprême & visible de l'Eglise & du Vicaire de Jésus Christ sur la terre, portent avec elles & par elles-mêmes tout ce qui est nécessaire pour leur exécution, & qu'elles ont (pour se servir des termes mêmes) une exécution parée dans tous les lieux de la Terre, indépendamment de quelque autorité humaine que ce puisse être, comme étant appuyées sur la Puissance Divine. *Cum satis omnibus Christi fidelibus perspectum explorarumque sit, Sanctiones, Decreta ac Constitutiones quæ ab Oraculo supremi & visibilis Ecclesie Capituli, Christi-que in terris Vicarii emanant, utpotè divinæ potestatis fuscita, per seipsa, ubique locorum, independentur à quacumque humana auctoritate, paratam executionem habere.*

Que ce n'est donc point une proposition générale qui puisse être restreinte dans l'application; que ce n'est point aussi une proposition singulière pour le Royaume de Sicile; que c'est un principe établi pour tous les lieux, pour tous les lieux, pour tous les Etats, que l'Auteur applique par conséquent à la France comme à l'Italie, & quidans son Système, ne doit point souffrir d'exception.

Qu'il n'est pas besoin de faire sentir les conséquences de ces principes, suivant lesquels tous les Décrets émanés de la Cour de Rome auroient force de Loi dans tous les Etats Catholiques, sans le secours de la Puissance séculière; les Centures, les Excommunications, les Interdits, les Entreprises sur le temporel & sur l'autorité des Rois, & tout ce qui porteroit le caractère du Pape, seroit donc une Loi Souveraine, à laquelle tous les Fidèles seroient assujettis; & l'autorité du Prince & de ses Magistrats deviendroit impuissante pour arrêter le cours des nou-

veutez

veutez qui s'établissent sans eux, & malgré eux dans les Etats soumis à leur autorité.

En vain nos Rois auroient ils refusé de recevoir plusieurs Bulles des Papes qui ne pouvoient s'accorder avec nos Maximes; en vain nos Pères auroient ils protesté contre tant de Décrets, & sur tout contre la Bulle qualifiée *In Cænâ Domini*, dont la Cour a si solennellement défendu l'impression, & l'exécution dans ce Royaume; en vain cet auguste Tribunal auroit réitéré tant de fois les défenses portées par les Ordonnances, de recevoir & même de débiter en France les Décrets, Bulles & Constitutions des Papes, sans la permission du Roi: toutes ces précautions si sages seroient inutiles, si la Doctrine de cet Ecrit étoit tolérée.

Mais comment pourroit elle l'être? il faudroit non seulement détruire la décision & des Ordonnances, & de vos Arrêts; il faudroit encore renverser les principes les plus inviolables, les usages les plus anciens, les exemples les plus authentiques: Il faudroit combattre les sentimens du Clergé de France & des Auteurs les plus respectables. Il faudroit désavouer les Papes mêmes, qui ont reconnu tant de fois ce pouvoir dans la Personne de nos Rois. Il faudroit désavouer le Pape Pie IV. qui pria plusieurs fois le Roi Charles IX. de faire publier le Concile de Trente en France. Il faudroit désavouer le Pape Clément VIII. qui convaincu de la nécessité de la permission du Roi, pour la publication de Concile, voulut l'exiger du Roi Henri IV. lors de la conversion à la Foi Catholique. Il faudroit désavouer les instances des Papes auprès de tous les Souverains de l'Europe & sur tout des Rois d'Espagne pour la publication du même Concile, qui n'a eu d'exécution, dans les Etats où il a été reçu, que par

la

la permission des Souverains , & avec les modifications qu'ils ont crû devoir y apporter Il faudroit desavouer enfin tout ce qui s'est fait dans le dernier Siècle , & presque sous nos yeux , sur la reception des dernières *Constitutions* de la Cour de Rome.

Que c'est trop s'arrêter pour combattre des *Maximes* qui se détruisent par tant de preuves solides , & qui ne se trouvent point d'ailleurs dans la bouche du Pape ; qu'on doit trop presumer de ses lumières & de sa sagesse , pour croire qu'il pût adopter des sentimens si contraires aux véritables regles , & qu'il voulût s'écarter de la route que les *Prédecesseurs* lui ont tracée ; & qu'obligez par leur Ministère , d'attaquer les *Propositions* renfermées dans cet Ouvrage , ils s'estiment heureux de n'y reconnoître que le zèle , plus ardent qu'éclairé , d'un des Officiers de la Cour de Rome ; mais que le plus ou le moins d'autorité de cet Ecrit ne doit pas les dispenser d'en prévoir les suites , qu'il est si important de ne rien laisser passer en France qui puisse donner la moindre atteinte à la *Maxime* qui fait nôtre principale lûreté pour maintenir les Droits de la Couronne , & les Libertez de l'Eglise Gallicane , qu'ils ne peuvent garder le silence sur un Ouvrage qui pourroit faire d'autant plus d'impression sur les personnes peu instruites , qu'elles pourroient le lire sans precaution & sans défiance , comme n'étant fait que pour une Monarchie étrangère , sans apercevoir le danger dont tous les Etats Catholiques sont menacez par les *Maximes* générales qu'il contient.

Que si cet Ecrit , qui n'est daté que du 9. Décembre dernier n'a pû encore être commun en France , il pourroit le devenir bien tôt , si la Cour ne prévenoit le mal dans sa naissance ; que c'est dans ces vûes qu'ils ont crû devoir lui

pro-

Ayuntamiento de Madrid

proposer , non pas de les recevoir *Appellans* comme d'abus d'une *Monition* émanée d'une Jurisdiction dont nous ne reconnoissons point l'autorité , & qui n'a pas d'ailleurs pour objet direct les Peuples de ce Royaume , mais d'en arrêter seulement le cours par la suppression des Exemplaires , & par les défenses de le debiter , & d'empêcher en même tems le progrès de ces *Maximes* dangereuses , en renouvellant les défenses tant de fois prononcées par les *Arêts* , de recevoir , publier , imprimer , ni debiter aucunes Bulles ni Brefs de Cour de Rome sans Lettres Parentes du Roi dûment enregistrées en la Cour. Que c'est l'objet des *Conclusions* qu'ils ont prises par écrit , & qu'ils laissent à la Cour avec les *Lettres Monitoriales* dont il s'agit.

Et se sont retirez après avoir laissé sur le Bureau lesdites Feuilles imprimées & les *Conclusions* par écrit prises par le Procureur General du Roi.

Vû lesdites Feuilles dont lecture a été faite , ayant pour titre : *Illustrissimi & Reverendissimi Auditoris generalis Reverenda Camera Apostolica Littera Monitoria*, &c., *contra compulsores & violatores Immunitatis, Jurisdictionis & Libertatis Ecclesiasticae in civitatibus Panormi & Messaniae, necnon in Civitatibus & Diocesisbus Catanien. Agrigentini, & Liparen. ac Ecclesiastici interdicti, sui praesatae Civitates & Diocesis Catanien. Agrigentini. & Liparen. Subjuncta reperiuntur & praesertim contra Latcos dictarum Civitatum & locorum*, &c. *Data die nona Decembris 1715, Roma, &c.* typis Reverenda Camera Apostolica 1715. Ensemble les *Conclusions* du Procureur General du Roi ; la matiere mise en délibération :

La Cour faisant droit sur les *Conclusions* du Procureur General du Roi , Ordonne que lesdites Feuilles

Feuilles imprimées seront & demeureront suprimées, & à cette fin, enjoint à tous ceux qui en ont des Exemplaires en leur possession, de les remettre incessamment au Greffe de la Cour. Fait défenses à tous Imprimeurs, Libraires, Colporteurs & autres, de les imprimer, vendre, débiter ou autrement distribuer, à peine de confiscation des Exemplaires qui seront trouvez chez eux, de mille livres d'amende, & de privation de leurs Maistrises ou Vacation, même de punition corporelle, s'il y echet : à l'effet de quoi sera informé contre les contrevenans par devant Maître Pierre de Paris, Conseiller en icelle. Fait défenses en outre, conformément aux Ordonnances du Royaume, Arrêts & Reglemens de la ladite Cour, à toute personnes, de quelque état & condition qu'elles soient, de recevoir, exécuter & faire exécuter aucunes Bulles ou Brefs de la Cour de Rome, & à tous Imprimeurs, Marchands Libraires ou autres, de les imprimer, vendre ou débiter, sans Lettres Patentes du Roi pour en ordonner la publication, registrées en ladite Cour, sous les peines portées par lesdites Ordonnances & Arrêts : à l'exception néanmoins des Provisions de Benefices, Brefs de Pénitencerie & autres expéditions ordinaires concernant les affaires des particuliers, lesquelles s'obtiennent en Cour de Rome, suivant les Ordonnances & Usages du Royaume. Et sera le présent Arrêt, lu, publié & affiché par tout où besoin sera. Fait en Parlement le 15, Janvier 1716.

Signé DUNGOIS.

II. Nous parlâmes aussi le mois dernier * d'une Lettre que plusieurs Evêques, qui ont accepté la Constitution & la Lettre Pastorale, & qui souhaiteroient cependant une explication du Pape, ont écrite

* Voyez le *Mercuré* precedent page 91.

Politique. Février 1716. 169
écrite au Duc Régent : en voici une copie.

MONSIEUR,

Le zèle singulier & l'application continuelle que Votre Altesse Royale fait paroître pour rendre la Religion & l'Estat florissans, nous inspirent la confiance de vous exposer les maux de l'Eglise, comme à celui que la Providence a destiné pour y apporter les remèdes convenables par la Protection qu'il lui doit.

Nous nous étions flatz, que la precaution que nous avions prise, en acceptant la Constitution Unigenitus, d'expliquer le sens dans lequel nous condamnions avec le Pape les 101. Propositions, étoit suffisante pour mettre la vérité à couvert, & pour conserver la Paix de l'Eglise : Mais nous avons vu avec douleur, que le succès n'a pas répondu à nos vœux, & que la division qui avoit pris naissance dans l'Assemblée même où nous esperions d'en voir bien-tôt la fin, n'a fait depuis que s'accroître & se fortifier. En effet, Monseigneur, non seulement la Constitution n'a point été acceptée dans plusieurs Diocèses pendant qu'elle a été reçue dans les autres : Mais dans ceux même où elle a été publiée, on remarque une si grande variété dans la maniere de la recevoir, qu'il ne paroît point encore de regle fixe & certaine qui puisse réunir les esprits & calmer les consciences.

Dans quelques Eglises la Constitution paroît reçue purement & simplement, sans l'Instruction Pastorale dressée dans l'Assemblée, & sans aucune modification, qui prévient les conséquences que l'on pourroit tirer de la condamnation de certaines Propositions. A la vérité, l'on a pris plus de precautions dans un grand nombre de Diocèses, où la Bulle n'a été publiée qu'avec l'Instruction de l'Assemblée ; mais les

Tom. LX.

H

Evê.

Evêques mêmes qui ont adopté cette Instruction, ne l'ont point proposée à leurs peuples d'une manière uniforme.

Les uns semblent avoir voulu faire entendre, que la Bulle n'avoit point besoin d'explication, & qu'ils ne donnoient l'Instruction que comme une explication, dont leur acceptation étoit indépendante, & qu'ils donnoient plus par précaution que par nécessité.

Les autres ont fait connoître, que leur intention étoit de lier leur acceptation avec les explications contenues dans l'Instruction Pastorale, & de n'en faire que comme un seul corps, avec les Explications qu'ils avoient jugé nécessaires, pour marquer le sens des Propositions condamnées, sans vouloir cependant exclure d'autres sens orthodoxes & conformes à la saine Théologie, que l'on pourroit proposer. Plusieurs d'entre nous pourront vous assurer, que ce fut l'esprit de l'Assemblée de 1714.

Quelques-uns de nos Confreres ont été plus loin, & ne croyant pas que les Explications dressées dans l'Assemblée, fussent pleinement suffisantes pour mettre la Vérité à couvert, ils y ont suppléé par de nouvelles Explications qu'ils ont ajoutées à l'Instruction Pastorale. Enfin, d'autres Prelats, sans adopter & sans modifier cette Instruction, ont présenté à leurs peuples des Instructions différentes.

Nous éprouvons tous les jours les malheureux effets de cette diversité de conduite. Les Herétiques en prennent occasion d'insulter à l'Eglise, comme si cette espèce de Division que l'on remarque entre les Pasteurs, renversoit les arguments si solides que Nous leur avons proposé tant de fois, pour les convaincre de la nécessité d'une Autorité visible & infaillible qui serve de règle de foi. Cette différence d'expressions & de conduite entre les Pasteurs, diminue la confiance des Peuples à notre égard, scandalise les Nouveaux Convertis encore foibles dans la foi, entretient le trouble & la division dans les Facultés de Théologie, & favorise enfin la licence des Interpretations

pretations arbitraires, que des esprits teméraires donnent tous les jours à la Constitution par des vœux toutes opposées, les uns pour éluder, & les autres pour en abuser.

Mais, Monseigneur, quelque considérable que ce mal soit en lui-même, il n'est pas néanmoins aussi grand, ni aussi difficile à guérir, que les Ennemis de l'Eglise voudroient le faire croire.

Si l'y a eu entre les Evêques, quelque division sur la nécessité des Explications, & sur la manière de les donner; si cette Division n'a pu s'éteindre jusqu'ici, parce que n'étant point assemblez dans un Concile, Nous n'avons pas droit d'obliger nos Confreres, quoi qu'en plus petit nombre, d'adopter nos sentimens, & de se conformer à notre conduite: Au milieu de cette diversité apparente, nous avons néanmoins la consolation de pouvoir dire, que Nous avons tous la même Foi, le même zèle contre l'Erreur, le même amour de la paix & de l'Unité, que nous sommes tous pénétrés du même Esprit pour le Saint Siege.

C'est ce Respect même qui nous persuade, après avoir fait depuis long tems de grandes & sérieuses reflexions sur une matière si importante, que le moyen le plus propre à rétablir une entière conformité entre les Pasteurs est de recourir au Pape, pour lui demander des Explications de sa Constitution, qui mettent en évidence son véritable sens, & qui puissent réunir tous les Evêques, Nous avons espéré d'abord que les Explications dressées dans l'Assemblée qui nous ont paru & qui nous paroissent encore suffisante pour les besoins de nos Diocèses, produiroient un si grand bien, comme elles auroient produit en effet, si tous les Evêques en avoient jugé de même, & s'ils les eussent tous adoptées de la même manière.

Mais puisque nos esperances ont été trompées, & que les Prelats se sont partagés sur un ou deux points, le desir de voir l'unanimité rétablie entre les Evêques de France, nous engage à proposer

poser à V. A. R. le recours au Saint Siege, comme un moyen très Canonique & très proportionné aux besoins pressans de l'Eglise.

Nous espérons, Monseigneur, du Zele de l'Union, & de la Charité du Pape Commun, qu'il ne refusera point de nous donner la paix par une voye si régulière, si honorable pour le Saint Siege, & si autorisée dans la Tradition, par des exemples celebres que nous pourrions expliquer à V. A. R. si elle le jugeoit à propos.

Nous ne croyons point que Sa Sainteté puisse soupçonner que cette demande soit faite dans la vûe d'écluser sa Constitution, ou de chercher des pretextes pour soutenir les erreurs condamnées. Nous nous flatons que les marques éclatantes de soumission pour le Saint Siege que nous avons déjà données par l'Acceptation de la Constitution, dans laquelle Nous persistons toujours, seront propres à convaincre le Pape que nous ne desirons aujourd'hui de voir la Constitution expliquée, par la même Autorité dont elle est émanée, que pour être plus en état de réunir tous les esprits par une acceptation sincere & uniforme du Decret Apostolique & de bannir à jamais toutes les mauvaises interpretations que les divers Ennemis de l'Eglise affectent de donner à la Constitution.

Man, Monseigneur, notre principale confiance pour le succès de cette affaire, est fondée sur la Protection que nous vous supplions de nous accorder. He ! que ne devons nous point espérer, si Votre Altesse Royale veut bien appuyer auprès du Pape nos justes demandes, du poids de cette Autorité toujours réglée par la Sagesse & par la Justice qui vous a déjà concilié la veneration des Etrangers, aussi bien que l'amour de tous les Sujets du Roi.

Que si, contre nos esperances, Sa Sainteté ne jugeroit pas à propos d'entrer dans une voye si propre à donner la paix de l'Eglise; il semble qu'il ne resteroit plus d'autre moyen pour y parvenir, que la Convocation du Concile de l'Eglise Gallicane, où la

matiere

matiere seroit examinée à fond. Nous sommes persuadés, que pendant que l'autorité du Roi est entre les mains de V. A. R. Elle ne pourroit en faire un meilleur usage que de l'employer, en suivant les anciennes formes du Royaume, à réunir tous les Pasteurs par un moyen si conforme au véritable esprit de l'Eglise, & qui a eu un si grand succès dans les Conjonctures les plus difficiles : Mais nous espérons qu'il ne sera pas même nécessaire d'avoir recours à ce moyen; & que par des Explications convenables à l'état présent de l'Eglise, & à la dignité du Saint Siege, le Pape nous mettra en état de n'avoir plus que le même langage, comme nous n'avons que les mêmes sentimens. Mais en attendant qu'il ait plû à Dieu de nous faire une si grande grace, nous Vous conjurons, Monseigneur, de continuer à faire usage de ces lumieres superieures que le Ciel vous a données pour calmer les esprits, pour prévenir les troubles. & pour assurer la paix & la tranquillité de l'Eglise. Nous prenons la liberté de faire ces tres humbles prières à V. A. R., avec d'autant plus de confiance, que nous savons que nous parlons à un Prince, qui plus occupé de faire un usage legitime de son Pouvoir, que de l'étendre, ne tentera jamais rien qui passe les bornes de sa Puissance temporelle, & qui saura toujours protéger l'Eglise, sans rien entreprendre sur son Autorité. Nous sommes avec un respect très profond & une soumission parfaite, &c.

Liste des Evêques qui ont signé cette Lettre.

Mrs. les Evêques d'Auxerre, Laon, Oyen, Sees, Arranchi, Agde, Montauban, St. Omer, Dax, Glandeves, Riez, Lavaur, Macon, Du Mans, Noyon, Cahors, Lombes, Poitiers.

III. La Faculté de Théologie de l'Université de Paris ayant nommé, comme on a déjà dit, 12. Députés pour aller assurer le Duc Régent de sa soumission &

H 3

de

de son respect envers lui, ils eurent Audience de S. A. Royale le 13. du mois passé. Celui qui portoit la parole après son compliment de la part de la Faculté, demanda qu'il lui fut permis d'entendre le rapport de l'affaire du dernier Syndic, afin de réparer l'honneur qui a été ravi à la Sorbonne par un faux Décret publié sous son nom : Mais le Duc Régent, après avoir donné des marques de sa haute estime pour la Sorbonne, & assuré les Députés qu'il l'appuyeroit toujours de son Autorité, leur dit qu'il étoit de la prudence d'user de ménagement dans les choses qui regardoient la *Constitution*; & que comme il travailloit actuellement à un accommodement sur cette affaire avec la Cour de Rome, il renouveauit les défenses qu'il avoit faites de ne rien faire directement ou indirectement sur cette affaire, jusqu'à ce qu'elle ait été terminée. Les Députés ayant fait rapport de ce que S. A. Royale leur avoit répondu, plusieurs Docteurs opinèrent à une seconde Députation; mais l'affaire fut remise à l'Assemblée suivante.

Elle se tint le 1. de ce mois. On la commença par la lecture d'une conclusion qui confirme incidemment la Délibération par laquelle il a été ordonné, que le faux Décret du mois de Mars 1714., seroit rayé & biffé des Registres. Mr. le Syndic proposa ensuite diverses affaires,

en-

entre autres, il rendit compte d'une Lettre qu'il avoit reçue du Syndic de la Faculté de Théologie de Reims, par laquelle cette Faculté prioit la Sorbonne de le joindre à elle, & de confirmer par un jugement Doctrinal, la Censure qu'elle avoit faite de plusieurs Propositions enseignées à Reims par un Professeur en Théologie. Pendant le cours de la Délibération, quelques Docteurs proposèrent encore de faire de nouvelles instances auprès de Mr. le Duc Régent, pour obtenir une entière Liberté: Mais la Délibération fut interrompue par un Acte d'opposition en forme, qui fut signifié à Mr. le Syndic par un Huissier, au nom de 12. ou 13. Docteurs opposans à toutes les Conclusions faites en Faculté depuis le 1. Décembre dernier, & appellans au Parlement de tout ce qui a été fait. Comme il étoit fort tard, on ne pût délibérer là-dessus, & l'Assemblée a été remise au 5. suivant.

Ce jour-là, le Syndic fit un Discours contre cette opposition & requit qu'il en fût délibéré, mais on signifia une seconde opposition de 16. autres Docteurs, qu'on fit sortir tous; après quoi la Délibération ayant été continuée on fit la conclusion suivante.

La Sacrée Faculté est d'avis. 1. Qu'on ne doit avoir aucun égard à l'opposition faite par quelques Docteurs le 1. & le 5. de Février. Elle déclare de plus, que l'Acte de cette opposition contient

H +

beau-

bueaucoup de choses fausses, calomnieuses, injurieuses à la Compagnie & à Mr. le Syndic; qu'elle a approuvé & qu'elle approuve encore ce que ledit Syndic a fait & a dit: Et elle ordonne, que de la présente Déclaration qui doit être insérée dans ses Registres, Aste soit fait & delivré audit Syndic. 2. Elle ordonne que tous les Docteurs apostas soient privés du droit d'assister à toutes les Assemblées de la Faculté, tant publiques que particulières, jusqu'à ce qu'ils aient fait une satisfaction convenable à la Faculté & à Mr. le Syndic. ou qu'il en soit autrement ordonné par la Cour de Parlement. 3. On tiendra Lundi prochain une nouvelle Assemblée.

La Censure de la Faculté de Reims dont il s'agit ci dessus, condamne 9. Propositions d'un Traité de la Pénitence fait par Mr. le Roux Docteur de la Faculté de Paris, & agréé à celle de cette première Ville, & qui a enseigné la Théologie. Il est dit dans la seconde de ces Propositions, „ que „ c'est une vérité définie par le Pape dans „ la Constitution *Unigenitus* avec le con- „ sentement des autres Eglises, & princi- „ palement de celle de France; que la „ crainte des peines éternelles exclut l'af- „ fection & la volonté de pécher: Et que „ les Evêques de France ont défini la même chose dans l'Instruction Pastorale signée & acceptée de tous, pour l'explication de la Bulle. Cette Faculté déclare que cette Proposition est fausse, téméraire, injurieuse au Pape & à l'Eglise Gallicane, & elle ordonne à la fin, à tous les Supôts, de s'attacher à la Doctrine du Cler-

Politique. Février 1716. 177
Clergé de France, contenue dans la Censure & Déclaration de 1700.

IV. On n'auroit jamais fait si on vous loit rapporter ici tous les bruits avantageux, faux ou vrais, qu'on fait courir en France au sujet du Prétendant. Comme c'est la marotte principalement des Moines, c'est aussi celle du Peuple & des zélés; & peut être y auroit il du danger pour ceux même qui sont à la tête des affaires, quelques modérez d'ailleurs, ou exempts de préjugés qu'ils puissent être, d'oser s'opposer ouvertement au Torrent. Quoi qu'il en soit, le Comte de Stairs a cru avoir raison de se plaindre, puis qu'il présente au Régent vers la fin du mois passé le Mémoire suivant.

LE Souffigné Comte de Stairs, Ministre du Roi de la Grande-Bretagne auprès de S. M. Très Chrétienne, Représente à S. A. Royale le Monsieur le Duc d'Orléans, Régent en France:

Que quoi que S. A. Royale ait souvent assuré ledit Comte, qu'Elle observeroit fidèlement & ponctuellement le Traité de Paix fait avec la Grande-Bretagne à Utrecht, & qu'Elle ne permettroit pas de sortir d'aucun Port de France, ni Armes, ni Munitions de guerre, ni Officiers, ni Soldats, pour le service du Prétendant; & qu'Elle avoit fait donner des ordres très précis pour cet effet, dans tous les Ports du Royaume; il

il se trouve pourtant, que de telles choses sortent journellement des Ports de France, sans qu'il y soit fait la moindre opposition de la part des Officiers qui y commandent.

Le ci devant Duc d'Ormond & le Prétendant se sont embarquez plusieurs fois à St. Malo, sur des Vaisseaux qu'on savoit charger d'Armes & de Munitions de guerre pour le service du Prétendant, avec si peu de ménagement, qu'ils ont eu avec eux une Compagnie entiere de Cavalerie du Régiment de Nogent, avec leurs Officiers; lesdits Cavaliers ayant les habillemens du Régiment, avec leurs Armes & Equipages, sans pourtant que les Officiers commandans à St. Malo de la part du Roi T. C., ayent fait la moindre opposition.

Le Prétendant ne trouvant pas à propos de se risquer alors, a quitté cette Expedition, & a passé par la Normandie, pour aller s'embarquer à Dunkerque; & le ci devant Duc d'Ormond n'étant pas d'humour de mettre pié à terre en Angleterre, est revenu à Morlaix.

Pendant son absence, S. A. R. a fait l'honneur au Comte de Stairs de lui dire, qu'Elle seroit punir lesdits Cavaliers du Régiment de Nogent, comme des Déserteurs, s'ils revenoient en France: Mr. le Maréchal d'Uxelles a assuré ledit Comte, que certainement il les seroit pendre. Ils sont revenus, & rentrez au Régiment, savoir Mr. Besach & sa Compagnie: Les Ar-

mes

mes & les Munitions de guerre, que le ci-devant Duc d'Ormond avoit avec lui pour la susdite Expedition, sont encore actuellement à Morlaix, où elles ont été transférées du Vaisseau où elles avoient été premièrement embarquées, dans un autre. L'Officier Commandant est si éloigné de saisir lesdites armes & munitions de guerre, qu'il a même refusé de visiter ledit Vaisseau, à la réquisition de Mr. Campbell, Capitaine d'une Frégate du Roi de la Grande-Bretagne, qui se trouve présentement dans le Port de Morlaix.

Depuis 5. semaines, il y a plusieurs Vaisseaux partis de Dieppe & du Havre, avec des armes & des munitions de guerre, de l'argent & des Officiers, pour le service du Prétendant, qui sont actuellement arrivés en Ecosse.

En dernier lieu, le 17. de ce mois, il en est parti un du Havre, à la tête d'un Officier du Roi de la Grande-Bretagne, qui ayant représenté à Mr. le Marquis de Rouvray, qu'il y avoit une vingtaine d'Officiers au Havre & à Harfleur, qui étoient prêts à s'embarquer sur ledit Vaisseau, pour aller joindre le Prétendant en Ecosse, pria ledit Marquis d'empêcher lesdits Officiers de s'embarquer: Ledit Marquis lui répondit, que ce qu'il disoit pouvoit être vrai; mais qu'il ne pouvoit pas empêcher lesdits Officiers de partir, n'ayant point d'ordres de la Cour pour cela.

Ledit Comte de Stairs a aussi plusieurs fois

H 6.

re-

représenté à *S. A. Roy. le Régent*, & à *Mr. le Marquis d'Uxelles*; qu'il y avoit plusieurs *Officiers Généraux*, *Colonels*, & autres *Officiers* actuellement dans le *Service de France*, qui avoient dessein de passer en *Ecosse*, pour se joindre aux *Rebelles*: Ledit Comte a en même tems donné une *Liste* desdits *Officiers Généraux & Colonels* à *Mr. le Maréchal*. La plupart desdits *Officiers* sont actuellement à *Boulogne*, à *Calais*, à *Dunkerque*, & dans les *Villes* du voisinage, ayant fretté des *Vaisseaux* pour les transporter en *Ecosse*, qui ne sont présentement retenus que par les *glaces* & les *vents contraires*: Les *Officiers Commandans* dans lesdits *Ports*, prétendans n'avoir aucun ordre de la *Cour* pour empêcher lesdits *Officiers* de passer.

Le Comte de *Stairs* se trouve obligé de représenter ces faits à *S. A. Royale*, afin qu'Elle voye si ses ordres ont été ponctuellement exécutés, & qu'Elle puisse faire réflexion si la *Grand Bretagne* a raison de croire que le *Traité d'Utrecht* a été fidèlement exécuté: *S. A. Royale* est prise en même tems, de vouloir bien jeter les yeux sur ledit *Traité*.

Ledit Comte de *Stairs* se trouve aussi obligé d'avertir *S. A. Royale*, que depuis quelques jours le ci-devant *Duc d'Ormond*, & plusieurs autres *Conjurez* contre le *Roi* leur *Souverain* & leur *Patrie*, ont pris la route de *Boutdeaux* & de *Bayonne*; & que sur cette *Côte de Gascogne*, ils ont fait un

777

amas d'armes & de munitions de guerre, & de plusieurs *Vaisseaux*: avec quoi la *Cour* de *St. Germain* pretend faire une *Décente* en *Irlande*, & y exciter une *Rebellion*, se flattant qu'elle sera soutenue par de l'argent, & même par les *Troupes* de *France*.

Le Comte de *Stairs*, qui a si ardemment souhaité d'établir & de cultiver une bonne & cordiale *Amitié* entre le *Roi* son *Maître* & *S. A. Royale*, se trouve bien mortifié d'avoir des *Représentations* à faire sur lesdits *Chapitres* si délicats, & si capables d'aliéner les *Esprits* des deux *Nations*, & de les aigrir à un point à pouvoir produire des suites très facheuses, si l'on n'y met ordre promptement.

C. DE STAIRS.

Le Comte de *Stairs* a envoyé en *Angleterre* la *Réponse* qu'on lui a faite à ce *Mémoire*; elle n'a pas encore été rendue publique. On a seulement appris depuis, qu'on a fait *défense* au *Gazettier de Paris* de traîner le *Prétendant de Roi*, jusqu'à nouvel ordre. Cependant le *Duc de Lorraine* fait tous les jours des levées, ce qu'il pourra faire avec d'autant plus de succès que le *Duc Régent* réforme de tems en tems des *Troupes*. On a congédié depuis peu une *Compagnie* de 200 hommes par chaque *Régiment Suisse*, & 40 hommes de chacune des autres *Compagnies* qui restent sur pied. Les *Capitaines* cassez

H 7

au

182 *Mercuré Historique &*
ront 2000. liv. de Pension, & les Subal-
ternes à proportion. Quantité d'Officiers
cherchent à passer en Ecosse.

V. Les autres nouvelles de France sont,
que le Duc de Bourbon a été fait Chef du
Conseil de Guerre, dont le Maréchal de
Villars étoit Président; Que ce même Duc
intente un Procès au Duc du Maine & au
Comte de Toulouse, prétendant faire cas-
ser l'Arrêt qui les déclare Princes du Sang.
Qu'on équipe à Toulon 8. Vaisseaux de
Guerre, qui sont destinez, dit-on, con-
tre les Corsaires de Barbarie qui troublent
plus que jamais la Navigation: Que Mr.
d'Armenonville est pourvu de la Charge
de Secrétaire d'Etat qu'avoit Mr. le Chan-
celier. Que la Reine Douairière de Po-
logne étoit morte subitement à Blois le 30.
du passé; & que l'Evêque de Montpellier
avoit ôté à tous les Jésuites de son Dio-
cese les pouvoirs de prêcher & d'entendre
les Confessions.

NOUVELLES DE LA GRANDE-BRETAGNE.

I. **D**Ans le détail que nous fîmes dans
notre dernier Journal, de ce qui
se passa le 20. du mois dernier au Parle-
ment, nous oubliâmes de dire que la
Chambre étoit composée ce jour-là de
350. Membres, & qu'il y fut résolu d'ac-
cuser les 7. Lords pris à Preston, ce qui
fut:

Politique. Février 1716. 183
fut fait par 7. Membres qui alléguèrent
l'un après l'autre les Chefs d'accusation.

Le 21. les Seigneurs présentèrent à S.
M. une Adresse pour la remercier de sa
Harangue * du jour précédent: Elle est
conçue en ces termes.

TRES GRACIEUX SOUVE- RAIN,

Nous les très humbles & très fidèles Sujets,
de Votre Majesté, les Seigneurs Spirituels &
Temporels assembles en Parlement, Remer-
cions très sincèrement V. M. de la Harangue
qu'Elle a eue la bonté de nous faire de dessus
le Trône; & nous profitons avec beaucoup de
joie de cette occasion, pour féliciter V. M.
sur les heureux succès dont le Tout Puissant a
béné les Armes & les Conseils de V. M. contre
les Rebelles.

Nous sommes si sensibles au bonheur dont la
Nation jouit sous le Gouvernement de V. M.,
que nous manquons, tant à nous-même, qu'à
notre devoir envers V. M.; si, dans ce tems
dangereux, nous n'employons pas tout ce qui
est en notre pouvoir pour le service de V. M.,
à la confusion de ceux qui sont les Auteurs &
les Complices d'une Rebellion si dénotée, & à
la honte de ceux qui affectent de l'indifférence
dans la Cause de leur Roi & de leur Patrie.

Notre satisfaction, en observant l'usage jus-
te & prudent du Pouvoir que le Parlement a
confié à V. M. dans cette grande Conjoncture,
ne peut être comparée qu'à la joie que nous res-
sentons des succès remarquables qui en ont été
les suites naturelles.

Nous ne pouvons assez louer la fidélité & la

* Voyez le *Mercuré* précédent page III.

bravoure que votre Armée a fait paroître en cette occasion, & nous sommes assurez, que tous vos fidèles Sujets, animez des mêmes principes d'honneur & de probité, s'acquitteront de leur devoir, chacun dans son poste, avec la même vigilance pour le service de V. M. & pour la sûreté du Public.

L'arrivée du *Prétendant* en Ecosse ne servira qu'à augmenter notre zèle pour V. M., & nous ne doutons pas que ce ne soit son dernier effort pour troubler la paix de votre Regne.

Nous sommes très sensibles à la sûreté & à l'honneur qui réjaillit sur la Nation par le Traité de Barrière aux Pais-Bas, sous la Garantie de V. M.; & aux avantages qui reviennent à Vos Sujets par le Traité de Commerce avec l'Espagne, & par les Négociations qu'il se font actuellement, pour renouveler toutes les Alliances ci-devant faites avec les anciens & fidèles Amis du Royaume, les Etats Généraux.

C'est avec autant de plaisir que d'étonnement que nous voyons que V. M., dans un temps de troubles intestins, a su recouvrer en grande partie la Réputation & le Crédit de la Nation Britannique, & qu'Elle a obtenu des Conditions plus avantageuses pour le Commerce, qu'aucun de ses Prédécesseurs, quoi qu'ils aient eu des occasions plus favorables pour les demander.

Nous manquons de paroles pour exprimer assez vivement notre reconnaissance envers V. M., de sa gracieuse & incomparable résolution, de vouloir donner tous les Biens qui seront confisquez par la Rebellion, pour être appliquez au service Public; & nous nous promettons, que tous vos fidèles sujets seront très volontiers tout ce qui dépendra d'eux, pour mettre V. M. en état de rétablir la tranquillité du Royaume, voyant que V. M. y contribue d'une manière si

généreuse, en y destinant des Droits attachez à la Couronne & à ses Dignitez Royales.

La tendresse & la clémence que V. M. fait paroître pour ses Sujets, aggrave beaucoup les crimes de ceux qui ont pris les Armes contre un Souverain si bon & si gracieux; & Nous ne pouvons penser qu'avec la plus grande horreur, à ceux qui se sont soulevés contre un Prince si debonnaire, & à ceux qui tâchent de répandre des faussetez & des calomnies contre la Sacrée Personne de V. M., pendant qu'Elle travaille à avancer leur prospérité & leur bonheur.

Nous ne pouvons désirer de plus grandes preuves de l'affection de V. M. envers son Peuple, que les sentimens qu'Elle témoigne avoir de ceux dont les méchans & pernicieux Conseils ont jeté le fondement de tous nos malheurs, & dont les vûes de leur propre intérêt ont séduit un très grand nombre de gens inconfiderez, pour courir à leur propre destruction.

Nous prions Dieu de tout notre cœur, qu'il veuille accorder à V. M. une longue Vie, & un heureux Regne sur nous, & bénir vos soins par de bons succès, en procurant un établissement ferme & durable de notre excellente Constitution dans l'Eglise & dans l'Etat.

Et comme nous nous opposerons toujours à tous ceux qui voudroient assujettir la Nation à la vengeance & à la tyrannie d'un *Prétendant Paisible*, aussi nous estimerons toujours au dessus de tous les honneurs & de tous les titres dont nous pouvons jouir, le caractère de fidèles Sujets de V. M., & de zélés Défenseurs des Libertez de notre Patrie, de l'Etablissement présent, & de la Religion Protestante.

Réponse de Sa Majesté.

MY LORDS,

Je vous remercie de tout mon cœur de cette loyale Adresse. Je me repose entièrement sur les assurances que vous me donnez. Je prendrai toujours les mesures les plus propres à maintenir la Constitution dans l'Eglise & dans l'Etat; & je ne doute pas, qu'avec la Benediction de Dieu & votre assistance, je ne fasse échouer les desseins de nos Ennemis.

Le 22. Mr. Lechmore presenta aux Communes un Bil pour suspendre encore l'Acte d'*Habeas Corpus*, & la Chambre fut en Corps sur les 3. heures après midi présenter au Roi l'Adresse suivante.

TRES GRACIEUX SOUVERAIN,

Nous les très humbles & très fidèles Sujets de Votre Majesté, les Communes de la Grande Bretagne assemblées en Parlement, remercions très humblement V. M. de la gracieuse Harangue, prononcée de dessus le Trône.

Nous prions V. M. de nous permettre, de la féliciter de tout notre cœur du succès qui a accompagné ses Armes; & nous voyons avec la plus grande satisfaction, que les Officiers & les Soldats de l'Armée se sont acquittés de leur devoir, d'une manière à mériter l'approbation de V. M.; & que les mesures justes & nécessaires, qui ont été prises pour fortifier les mains de V. M., ont eu un si bon effet, qu'Elle a pu préve-

nir

nir les Révoltes en plusieurs endroits du Royaume. Les sages & prudentes précautions que V. M. a prises, tant au dedans qu'au dehors, pour la Nation; Votre Bonté, en donnant tous les Biens qui seront consilquez par la Rebellion, pour être appliquez au soulagement de votre Peuple; & les tendres égards qu'il a plu à V. M. de témoigner pour leurs souffrances, demandent un retour de toute la reconnaissance, l'obéissance, le zèle & l'affection que de fidèles Sujets doivent, ou peuvent rendre au meilleur des Rois.

Comme cette Rebellion, (à laquelle V. M. n'a pas donné la moindre occasion) doit être très justement un objet de mépris à V. M.; aussi inspire-t-elle à vos fidèles Communes le plus vif ressentiment & indignation, contre ces ingrats & malheureux Rebelles, qui, par leurs Principes pernicieux & Mécontentemens particuliers, & trompez dans les vûes de leur propre Intérêt, ont tâché d'enveloper leur Patrie dans lang & dans la confusion.

Nous sommes touchés de compassion pour ceux, qui, malheureusement séduits par de faux prétextes & des insinuations malicieuses, se sont laissés entraîner à leur propre destruction: Mais nous désirons, & nous ferons tout ce qui dépendra de nous, pour confondre les machinations de ceux qui, professant en apparence une Obedissance sans bornes, ont fomenté cette Rebellion contre V. M., & qui sous le faux prétexte que l'Eglise est en danger, travaillent à introduire le Papisme: Et comme il ne s'agit pas de moins dans le succès de cette perfide Entreprise, que de notre Sainte Religion, de la Couronne de V. M., & des Libertés de notre Patrie; nous ne pouvons regarder qu'avec étonnement, l'indifférence que quelques gens affectent dans cette grande & importante Conjoncture.

Mais

Mais vos fidelles Communes, ayant le cœur tout pénétré des benedictions dont elles jouissent sous le Gouvernement de V. M., offrent leurs Vies & leurs Biens, pour defendre le Titre incontestable de V. M. à la Couronne, pour soutenir la Religion Protestante, & pour maintenir les Libertez & les Droits des Sujets : lesquels nous ayant été miraculeusement conservez par l'heureux Avenement de V. M. au Trône, ne peuvent être assurez à la Posterité que par la protection du Ciel, en conservant Votre Personne Sacrée & Votre Famille Royale.

Et afin que cette Nation puisse jouir long tems de l'avantage d'être un Peuple Protestant & Libre, Vos très fidelles Communes promettent de bon cœur d'accorder des Subsidés promts, efficaces & suffisans, pour donner à V. M. les moyens de mettre fin à cette Rebellion dénaturée, de confondre & d'éteindre pour jamais les esperances du *Pretendant*, & de ses Adhérens cachez & decouverts, & d'assurer pour l'avenir la paix & la tranquillité de nos Royaumes : étant pleinement persuadez, que notre bon Peuple ne trouvera aucun Fardeau trop pesant, lors qu'il sera jugé nécessaire pour la conservation de tout ce qui lui est cher & précieux.

Mais les soins & l'attention de V. M. pour la prosperité publique, ne se font pas borner à votre propre Royaume : Et quoi que nos Ennemis aient pû se flatter, que nos Mouvements intestins diminueroient l'influence de la Grande-Bretagne dans les Cours Etrangères, Vos Communes voyent avec admiration & reconnoissance, les effets de Votre Prudence, qui a surmonté ces difficultez, en réglant le Traité de Barrière pour les Pais-Bas entre l'Empereur & les Etats Généraux, sous la Garantie de V. M. ; en amenant à la conclusion un Traité, pour renouveler toutes les Alliances précédentes entre la Grande-Bretagne & les Etats Généraux ; &

par-

particulièrement, en delivrant cette importante Branche de notre Commerce avec l'Espagne, des Impositions & des difficultez auxquelles elle avoit été assujettie par la perfidie de nos Ministres, dans leur dernière mauvaie Administration.

Et comme ces mêmes funestes & pernicieux Conseils, ont été la cause & la source de tous les malheurs qui sont des suites inseparables de la présente Rebellion ; & que Vos fidelles Communes, voulant signaler leur Zèle pour V. M., & leur horreur pour cette perdue Entreprise, ont déjà travaillé à amener à une punition prompte & exemplaire les Instrumens declarez de cette Rebellion ; Elles se croyent obligées, pour vanger l'injure faite à leur Patrie, de continuer de la maniere la plus vigoureuse & la plus impartiale, à poursuivre les Auteurs de ces Conseils perfides & destructifs, qui ont attiré ces malheurs sur la Nation.

Réponse de Sa Majesté.

MESSIEURS,

Je vous remercie de bon cœur, des cordiales & zelées assurances de fidelité contenues dans cette Adresse, dont Je me promets des suites les plus heureuses ; puis que rien ne peut plus fortement rétablir la paix & la tranquillité de ce Royaume ; que le zèle louable que vous témoignez en cette occasion.

Le 23. & le 24. il ne se passa rien de remarquable dans les deux Chambres. Celle des Communes résolut le 25. d'accorder un Subside à S. M.

Le

Le 27. les états demandez au Roi par la Chambre des Communes, lui furent délivrez : & les Seigneurs ordonnèrent que les Lords accusez répondroient le 30. aux Articles d'accusation portez contr'eux.

Le 28. les Communes reçurent des Seigneurs Copie de la Réponse du Comte de Strafford aux Chefs de l'accusation intentée contre lui ; & le 29. la même Chambre entendit les dépositions de quelques témoins qui déposèrent contre le Comte de Marr, le Marquis Tullibardine, le Comte de Linlithgow, qu'elle résolut d'accuser de Haute Trahison.

Le 30. les Seigneurs examinèrent séparément les 7 Lords accusez en dernier lieu : Le Comte de Derwenwater, le Lord Widdrington, le Comte de Nichisdale, le Comte de Carnwarth, le Vicomte de Kenmure, & le Lord Nairn, se déclarèrent coupables, & implorèrent la clémence du Roi ; mais le Comte Winthoun demanda à plaider sa cause & on lui permit. Les Communes résolurent le même jour d'accorder 10. mille hommes à S. M. pour cete année 1716., & que leur Orateur iroit, comme il fit, le jour suivant, demander en leur nom aux Seigneurs la Sentence de condamnation contre les 6. Lords qui se sont avouez coupables de Haute Trahison.

Le 1. de ce mois les Communes ayant été mandées & s'étant rendues à la Barre

re des Seigneurs, leur Orateur leur fit savoir à leur retour dans leur Chambre, que le Roi avoit donné son consentement au Bil qui suspend encore pour 6. mois l'Acte d'*Habeas Corpus*, & que le Chancelier avoit dit aux deux Chambres, que S. M. l'avoit chargé, ayant ses raisons, pour ne pas se rendre ce jour-là au Parlement, de faire en son nom la Harangue suivante.

MY LORDS ET MESSIEURS,

J'avois raison de croire, lors que je vous parlai la dernière fois, que le *Prétendant* avoit débarqué en Ecosse : Les avis que j'ai reçu depuis, confirment qu'il est à la tête de la Rebellion, & qu'il prend le stile & le titre de Roi de ces Royaumes. Ses Adhérens soutiennent même avec beaucoup de confiance, qu'on leur a donné des assurances d'un Secours Etranger. Ce Parlement a donné dans toutes les occasions, tant de marques de sa fidélité, & de son véritable zèle pour les Droits Religieux & Civils de mon Peuple, que Je me flatte que cette assurance téméraire de nos Ennemis, augmentera votre juste indignation contr'eux, & produira des résolutions capables de me mettre en état, moyennant la bénédiction de Dieu, de faire échouer leur dessein.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE-BASSE,

Le moyen le plus efficace pour terminer ces Troubles, sera de prendre de telles précautions, qu'el-

qu'elles puissent décourager quelque Puissance Etrangere que ce soit, de soutenir la Rebellion. C'est ce qui me fait esperer, que tout bon Protestant, & veritable Anglois, aura égard aux dépenses extraordinaires, qui seront jugées nécessaires, afin de s'en servir à tems & avec l'économie convenable; d'autant plus que par là, selon toute apparence humaine, on prévendra les desolations & les malheurs, qui résulteroient inévitablement, si on permettoit que la Rebellion s'étendit, & qu'elle fût soutenue du dehors par des Puissances Papistes.

MY LORDS ET MESSIEURS,

Tout le monde doit être convaincu par tout ce que Vous avez déjà fait, que vous n'avez rien tant à cœur que l'honneur & l'intérêt de de votre Patrie: Et par rapport à ce qui me regarde, je me repose entièrement sur vous, ne doutant pas que vous ne preniez dans la Conjoncture présente, les résolutions les plus convenables, pour affermir la sûreté présente & le soulagement futur de mon Peuple.

Sur ce rapport de l'Orateur les Communes résolurent tout d'une voix de présenter au Roi une Adresse qui porte en substance.

QUE la Chambre remercie très humblement S. M. de sa Harangue prononcée du Trône, & de la bonté qu'Elle a eu de lui communiquer les avis qui regardent de si près la sûreté des ces Royaumes: Que la Chambre a des sentimens pleins de reconnaissance, du soin & de la tendresse que S. M. fait paroître pour ses Peuples en toute occasion, & par l'expérience qu'ils ont des heureux effets de la confiance

fiance qu'on a fondée sur la grande sagesse de S. M., en faisant telles augmentations de Troupes qu'Elle jugeroit nécessaire pour la sûreté commune; par la juste & prudente distribution desquelles les desseins de nos Ennemis ont été entièrement frustrés dans plusieurs parties de ce Royaume, & la paix & la tranquillité de la Nation presque entièrement rétablie: Que l'indignation de cette Chambre est augmentée avec justice, par la promission remeraire des Ennemis de ce Royaume: Que la Chambre a résolu de n'épargner aucune dépense, & d'hazarder toutes choses pour la conservation de la Personne Sacrée de S. M., & de son Gouvernement; d'où après Dieu, dépend tout ce qu'il y a de plus précieux à la Nation: Et que la Chambre supplie très humblement S. M. qu'il lui plaise donner ses ordres pour telle augmentation de Troupes que la suite du tems & affaires lui feront juger nécessaires; assurant Sa M., que la Chambre accordera les Subsidés suffisans, non seulement pour maintenir cette augmentation de Forces, pour détruire tous les efforts de ses Ennemis tant au dehors qu'au dedans, & pour prévenir les calamitez de cette énorme Rebellion, si elle n'étoit éteinte dans sa source; mais aussi pour mettre S. M. en état, avec la Bénédiction du Ciel, de témoigner efficacement son ressentiment contre toute Poissance qui aura l'audace de troubler le repos du Regne de S. M.

Les Seigneurs, après la lecture de la Harangue du Roi, ordonnèrent qu'on présenteroit à S. M. l'Adresse suivante.

TRES GRACIEUX SOUVERAIN,

Nous les très-humbles & très-fidèles Sujets de
Tomé LX.

Votre Majesté, les Seigneurs Ecclesiastiques & Se-
culiers assemblez en Parlement, demandons la per-
mission d'assurer V. M., que le débarquement du
Prétendant en ce Royaume, augmente notre indi-
gnation contre lui & contre ses Adherens; & que
nous sommes pleinement convaincus, qu'il est ne-
cessaire, non seulement pour la sûreté, mais aussi
pour le futur soulagement & intérêt des Sujets de
V. M., que chacun prenne cette affaire à cœur
d'une manière extraordinaire, afin de faire cesser
promptement ces Troubles, de prévenir les malheurs
qui doivent accompagner une Rebellion qui traîne
en longueur, & d'empêcher qu'elle ne soit soutenue
par aucun Secours de dehors: Et que nous aiderons
V. M. de tout notre pouvoir, non seulement pour
étouffer la présente Rebellion, mais encore pour en
extirper les semences & les causes; en telle sorte qu'il
ne s'élève plus à l'avenir de pareils Troubles, qui
puissent diminuer les bénédictions du Règne de V. M.

Réponse du Roi.

Cette Adresse est une nouvelle marque de votre
fidélité & affection pour ma Personne & pour
mon Gouvernement, & de Votre Zèle juste & ten-
dre pour la sûreté de mon Peuple.

J'espère que la fermeté & la vigueur que vous té-
moignez en cette occasion, contribuera beaucoup à
mettre une fin prompte & efficace à cette Rebellion.

Le Comte de Winton ayant été ame-
né ce même jour à la Barre des Seigneurs,
répondit aux chefs d'accusation portez
contre lui, & prétendit n'être pas dans
le cas de Haute-Trahison, ayant été for-
cé à entrer dans la Rebellion; ce que
les Seigneurs firent savoir aux Communes
quelques jours après. Elles avoient ré-

solu

Ayuntamiento de Madrid

solu ce jour là d'accorder la levée de 4.
schelings par livre sterling pour cette an-
née 1716., & de présenter une Adresse
au Roi pour demander „la Confiscation
„des 2. tiers des biens & revenus de tous
„les Papistes qui refusent ou refuseront
„de prêter les Sermens, pour être em-
„ployez à éteindre la présente Rebellion.

Il y eut le 4. un débat à la Chambre-
Haute; savoir si les 6. Lords coupables
seroient jugez devant le Baillif, ou dans
la Sale de Westminster, & le dernier avis
l'emporta: sur quoi les Pairs Ecclesiasti-
ques délivrèrent un écrit pour être dispen-
sez de donner leurs voix dans la Senten-
ce de mort, & de pouvoir, sans préjudi-
ce de leurs Droits, s'absenter lors qu'elle
sera prononcée.

Le 5. les Communes ayant approuvé la
Taxe de 4. schelings, &c. l'Orateur leur
fit rapport de la Réponse que le Roi avoit
faite à leur dernière Adresse, en ces ter-
mes.

MESSEIERS,

Je vous remercie de tout mon cœur de cette A-
dresse, s'il y avoit quelque chose qui pût augmen-
ter les sentimens que la Chambre des Communes a
meritez, ce seroit le Zèle & l'Union que vous me
faites paroître en cette occasion. Vous pouvez être
assurez que je continuerai toujours, comme j'ai fait
jusqu'à présent, à ne point faire d'autre usage de
la confiance & du pouvoir que vous m'avez don-

I 2

nez

rez, quo, pour veraitir & assurer la paix & la tranquillité de mon Peuple.

Le 6. & le 7. les Communes lûrent le Bil de la Taxe sur les Terres, & Mr. Stanhope, Secrétaire d'Etat, fit ce second jour rapport à la Chambre, „ que le „ Roi consentoit à la demande des Com- „ munes touchant l'emploi des deux tiers „ des Revenus des Papistes récusans, pour „ le service du Pais. Ce même jour les Communes résolurent d'accorder 126033. liv. sterl. 4. l. 9. p. pour l'entretien des 6000. Hollandois pendant cette année. On fit rapport de la réplique faite à la Réponse du Comte de Winton, qui fut approuvée, & il fut ordonné, que Mr. Hampden seroit envoyé à la Chambre-Haute „ pour persister à accuser ce Comte de „ Haute Trahison, & pour offrir de le prou- „ ver dans le tems qui seroit marqué à cet effet; & ce Membre fut sur l'heure s'aquiter de ce Message. Les Seigneurs firent demander les noms des Témoins qui ont déposé contre le Comte de Marr; le Marquis de Tullibardine, & le Lord Drummond, sur quoi on répondit que c'étoient les nommez Ebenezer, Whittle, & le Docteur Blair.

Le 10. „ jour du Décollement du Roi Charles I. se passa en Dévotions, tant de la part de la Cour, qui entendit la Prédication de l'Archevêque de Cantorburi à St. James, que de celle des deux Cham-

Chambres du Parlement qui l'entendirent séparément à Westminster; celle des Communes ordonna le lendemain que le Sermon du Docteur Blackburn, qui avoit prêché devant elle seroit imprimé: l'E- vêque de Gloucester avoit prêché devant les Pairs.

Le même jour 11. les Seigneurs lûrent 2. fois le Bil contre les Rebelles; passèrent le 13. le Bil pour déclarer le Comte de Marr coupable, & firent savoir aux Communes qu'ils donneroient Sentence le 20. contre les 6. Lords qui se sont avouez coupables.

II. Les avis d'Irlande du 5. de ce mois portoient, que le Parlement qui s'étoit ajourné depuis la fin de Décembre jusqu'au 27. du mois passé, s'étant alors rassemblé, les Communes commencèrent par envoyer au Roi une Adresse conçue dans les termes les plus forts d'attachement & de respect pour Sa Majesté, & de détestation contre un Prétendant Papiste, laissant à la grande sagesse de S. M., de mettre sur pied tel nombre de Troupes, & de prendre telles autres précautions qu'Elle jugeroit nécessaires, & qu'exigeoit l'état présent pour la sûreté & le repos du Royaume d'Irlande. La même Chambre des Communes avoit déclaré le Comte d'Anglesea ennemi du Roi „ pour avoir conseillé à la feuë Reine „ ne de casser une partie des Troupes qui „ étoient sur la répartition d'Irlande, & „ pro-

proroger le Parlement lors qu'il y avoit un Bill de conviction de Haute Trahison tout prêt contre le Prétendant, &c. Ce Comte s'étoit embarqué avec le Comte de Baltimore pour passer en Angleterre, après avoir refusé aussi bien que l'Archevêque d'Armagh Primat du Royaume, de signer une Association faite par la Chambre des Seigneurs contre le Prétendant : Cependant, on a appris depuis, que ce Prélat l'avoit enfin signée, de même que le Comte d'Anglesea, qui a envoyé Procuration pour cette signature. Le Comte d'Antrim avoit été arrêté & conduit au Château de Dublin.

III. Les principales nouvelles d'Ecosse depuis le commencement du mois passé jusqu'au 8. de ce mois sont, que le Prétendant n'arriva que le 3. de Janvier à *Petershead* dans le Comté de Buchan ; que le Comte de Marr en ayant eu avis, partit le 12. de *Perth* avec un Détachement de 200. Chevaux pour l'aller joindre ; que le même Prétendant fit une espèce d'Entrée le 17. à *Dundee*, d'où il étoit parti le lendemain pour le Château de *Seone* où il arriva le 20. On ajoûte qu'il avoit fait publier, à sa manière, une Amnistie générale dont il n'exceptoit que les Ducs de Marlborough & de Newcastle, le Comte de Sunderland, le Général Stanhope, & Mr. Walpole, & 3. Proclamations, l'une pour faire célébrer un jour d'Ac-

d'Action de Grace pour son arrivée, une pour faire assembler une Convocation des Etats du Royaume le 21. de ce mois ; & la 3. pour donner cours aux pièces de monnoyes étrangères : Que son Couronnement se devoit faire le 3. à *Perth* ; mais qu'il avoit été différé, sur ce qu'il refusoit de prêter les Sermens selon les Loix de l'Eglise Anglicane, & qu'on n'en parloit plus depuis ce tems-là : qu'il avoit fait quelques reproches au Comte de Marr & à ses adhérens, de ce qu'on l'avoit exposé à venir en Ecosse avant que les choses fussent en meilleur état ; mais que le Comte s'étoit excusé en lui disant, que ses Amis s'étoient découragés, de ce qu'il étoit arrivé sans aucunes Troupes étrangères, contre leur espérance.

Ce qu'il y a de certain, & qui est confirmé par les Lettres d'*Edimbourg* du 5. & du 9. de ce mois, c'est que le Comte de Seaford, un des Partisans du Prétendant, s'étoit soumis au Roi George, & avoit livré les armes de ses Vassaux, après les avoir desarmés, au Comte de Sutherland, qui est toujours avec un Corps de Troupes proche d'*Inverness* ; en quoi il a été imité par le Marquis de Huntley, autre Partisan du Prétendant ; ce qui met le Comte de Sutherland en état de continuer une Diversion considérable dans le Nord d'Ecosse, pendant que le Duc d'Argyle est prêt d'agir du côté de *Perth*.

Suivant les Lettres qu'on vient de citer, les Rebelles ayant eu avis de la prochaine marche de l'Armée de ce Duc, avoient envoyé 3000. hommes à *Dumblain*, comme s'ils avoient eu envie d'y établir leur Avant-Garde, pendant qu'un Détachement de 300. de leurs Montagnars étoit allé ravager & brûler le *Plat-Païs* autour d'*Auchterarder*, *Crief*, *Blac*, *fort*, *Duning*, & autres Places ouvertes, de peur que les Troupes du Roi n'en tirassent avantage : Mais le Duc d'*Argile* ayant décampé le 8. de ce mois de *Sterling* & marché vers *Dumblain*, où il arriva le 9. à midi, il trouva que les Rebelles s'étoient déjà retirés à *Perth*, qu'on croyoit actuellement investi. On avoit aussi eu avis que l'Amiral *Jenning* avoit arboré son Pavillon sur le Vaisseau l'*Oxford*, dans le *Forth*, & qu'il remontoit vers *Perth* avec quelques Frégates.

IV. 1. Les Lettres ordinaires de *Londres* du 14. qui confirment ce que dessus, portent en outre, que le Roi a résolu de lever 16. nouveaux Bataillons en Angleterre, & 8. en Irlande, & que la nomination des Hauts Officiers des Régimens n'avoit été différée que dans l'attente d'une bonne issue de l'entreprise du Duc d'*Argile*, & sur l'espérance d'une réponse favorable du Duc Régent en France à un nouveau Mémoire du Comte de *Srairs*, accompagné, dit-on, d'une Let-

159

tre de la propre main du Roi écrite en termes très forts.

2. Des 37. Officiers Rebelles pris à *Preston*, dont 5. ont déjà été exécutez, ainsi qu'on l'a dit ailleurs, les 41. autres ont été jugez & 37. ont été condamnés à la mort. Plusieurs autres prisonniers ont été trouvez coupables & il y en a encore plus de 50. à juger. On parloit de renvoyer les uns à *Lancastre* & d'autres en *Ecosse* pour y recevoir leur jugement; mais le Procureur du Roi ayant proposé aux Communes de faire un Bil, pour ordonner que leur procès fut fait sans délai à *Londres*, la chose fut résolue malgré l'opposition des Toris qui n'eurent que 50. voix contre 206.

3. Suivant une Adresse présentée au Roi des la part des Seigneurs le 8. de ce mois, *S. M.* a nommé le Comte de *Nottingham* Président des Pairs pour prononcer la Sentence aux Lords Rebelles qui se sont avouez coupables, & juger le Procès du Comte de *Winton*. Cette Charge de *Stuart*, ou Grand Conétable, qui ne subsiste qu'en pareille occasion, porte 100. liv. st. d'appointemens par jour. On en revêt ordinairement le Chancelier du Royaume; mais le Lord *Cowper* s'en étant excusé sur sa complexion foible, elle a été conférée au Comte de *Nottingham*, du Père duquel on se servit sous *Charles I.* en pareille occasion, contre le Comte de *Stafford*.

I. 5. au nombre de NOU

NOUVELLES D'ESPAGNE, DE PORTUGAL ET DES PAIS-BAS.

1. Suivant les avis de *Madrid* du mois passé, il y étoit arrivé un Expres d'Eltramadure avec la nouvelle que le 9. du même mois au matin, les Portugais, suivant le Traité d'Urech avoient évacué la Ville & le Château d'*Albuquerque* aux Espagnols, ainsi qu'ils avoient déjà fait la *Puebla* de *Samabria* le 24. de Décembre dernier.

2. Le Roi a nommé le Comte d'Altamire Marquis d'Astorgas, premier Gentilhomme de la Chambre du Prince des Asturies, à la place du Marquis de Valero qui va aux Indes en qualité de Viceroy du Pérou. Le Confesseur du Roi a présenté à S. M. le Recteur du Collège des Jésuites de *Strasbourg*, arrivé depuis peu pour être de Precepteur du même Prince.

3. On prétend que quelques Ecclésiastiques zélés ayant tenté de porter le Roi à aider le Chevalier de St. Georges dans son entreprise d'Ecosse, S. M. avoit déclaré qu'elle étoit résoluë d'observer le Traité fait avec la Grande-Bretagne; & que bien loin de vouloir rien contribuer à cette entreprise, Elle ne vouloit point qu'on transportât ni troupes, ni Armes, ni munitions, hors de ses Ports pour cette expédition.

4.

4. Ce fut la nuit du 19. au 20. du mois passé entre 3. & 4. heures du matin que la Reine, qui avoit joüé encore le soir précédent jusqu'à onze heures sans ressentir aucune douleur, accoucha d'un Prince presque sans peine & le plus heureusement du monde. Le jeune Infant fut baptisé quelques heures après par le Patriarche des Indes, & nommé Don Carlos. Le Roi fut sur le midi en rendre ses Actions de Graces à Nôtre-Dame d'Atocha, où toute la Cour se trouva, dont S. M. fut félicitée. On ordonna des Réjouissances & des Illuminations 3. soirs durant.

5. Sa Majesté voulant soulager le Peuple avoit absolument résolu la réforme de ses Troupes, & elle devoit commencer le 28. du mois dernier. Sa Garde qui étoit de 12. Bataillons, va être réduite à 2.; & ses 4. Compagnies de Gardes du Corps à 2. Compagnies, dont la moitié fera le service à pied à la Cour, à 3. Réales de paye par jour; & l'autre moitié conservera ses chevaux & recevra 5. Réales par jour. On réforme outre cela plusieurs Régimens tant de Cavalerie que d'Infanterie, jusqu'à la concurrence de 40. tant Bataillons qu'Escadrons; ce qui épargnera plus de huit millions de livres par an au Roi. On doit aussi retrancher de grosses Pensions à plusieurs personnes, qui sont d'ailleurs pourvûes de bonnes Charges.

I 6

II.

II. Nous n'avons point d'autres nouvelles de Portugal, si ce n'est qu'on continue à Lisbonne les préparatifs pour le voyage du Roi qui est fixé à la fin de Mars. Sa Majesté Portugaise qui traversera l'Espagne a déjà reçu des Passports de la Cour de Madrid: Elle a déclaré à tous ses Officiers, que comme elle vouloit voyager *Incognito*, elle ne prendroit avec elle que très peu de suite.

III. 1. On apprend des Païs Bas que l'Echange des Ratifications du Traité de Barrière qui fut faite le 15. du passé à Anvers, ne se fit point au lieu ordinaire des Conférences, mais au logis du Comte de Königseck. Voici une Copie de ce Traité dans son entier.

Traité de la Barrière des Païs-Bas, entre S. M. Impériale & Catholique, S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies.

Comme il a plu au Tout-Puissant de rendre depuis quelque tems la Paix à l'Europe, & que rien n'est plus desirable & nécessaire, que de rétablir & assurer par tout, autant que se peut, la sûreté & la tranquillité commune & publique, & que L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, se sont engagés de remettre les Païs-Bas à S. M. I. Catholique Charles VI., selon qu'il a été stipulé & arrêté par le Traité fait à la Haye le 7. Septembre 1701. entre S. M. I. Leopold de glorieuse mémoire, S. M. Britannique Guillaume III., aussi de glorieuse mémoire, &

lesdits Etats Généraux. Que lesdites Puissances conviendroient sur ce qui regarderoit leurs intérêts reciproques, particulièrement par rapport à la manière, dont on pourroit établir la sûreté des Païs-Bas pour servir de Barrière à la Grande-Bretagne, & aux Provinces-Unies, & par rapport au Commerce des Habitans desdits Païs-Bas, de la Grande-Bretagne, & de ceux des Provinces-Unies, & qu'à présent S. M. I. & C. Charles VI., à qui lesdits Païs-Bas seront remis par ce Traité, S. M. B. George, tous deux aujourd'hui regnans, & tous deux Heritiers & Successeurs légitimes desdits Empereur & Roi, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, agissant en cela par le même principe d'amitié, & dans la même intention de procurer & d'établir ladite sûreté mutuelle, & d'affermir de plus en plus une étroite union, ont nommé, commis & établi pour cette fin pour leurs Ministres Plenipotentiaires, savoir S. M. I. & C., le Sr. Joseph Lothaire, Comte de Kinnigsegg, son Chambellan, Conseiller de guerre, & Lieutenant-General de ses Armées. S. M. B., le Sr. Guillaume Cadogan, Ecuyer, son Envoyé Extraordinaire auprès de L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, Député au Parlement de la G. Bretagne. Maître de la Garderobe, Lieutenant-General de ses Armées, & Colonel du second Regiment de ses Gardes: Et les Etats Généraux, les Srs. Bruno van der Dussen, ancien Bourguemestre & Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur des Conseils d'Embrade de Schieland, Dykgraf de Krimpenwardt, Adulf-Henri Comte de Rechtersen, Seigneur d'Almeloe, & Vrijsenvelden, &c., Président des Seigneurs Etats de la Province d'Over-Issel, Drossart du quartier de Zeland, Seanton de Gockinga, Sénateur de la Ville de Groningue, & Adrian de Borsele, Seigneur de Geldermalse, &c., Sénateur de la Ville de Flissingue, les trois premiers Deputés, à l'Assemblée des Seigneurs

Etats Généraux de la part des Provinces de Hollande, Westfrise, d'Over Elfel, Groningue & Ommelande; & le quatrième Deputé au Conseil d'Etat des Provinces Unies, lesquels étant assembles dans la Ville d'Anvers, qui d'un commun consentement a voit été nommée pour le lieu du Congrès, & ayant échangé leurs Plein Pouvoirs, dont les Copies sont insérées à la fin de ce Traité, après plusieurs Conférences, sont convenus pour & au nom de S. M. I. & C., de S. M. de la G. Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux, de la manière comme il s'ensuit.

ARTICLE PREMIER.

Les Etats Généraux des Provinces Unies remettront à S. M. I. & C. en vertu de la grande Alliance de l'année 1701., & des engagements dans lesquels ils sont entrez du depuis, immédiatement après l'échange des Ratifications du présent Traité, toutes les Provinces & Villes des Pais Bas & dépendances, tant celles qui ont été possédées par le feu Roi d'Espagne, Charles II. de G. M., que celles, qui viennent d'être cédées par feu S. M. T. C. aussi de G. M., lesquelles Provinces, & Villes ensemble, tant celles que l'on remettra par ce présent Traité, que celles, qui ont été déjà remises, ne feront désormais, & ne composeront en tout ou en partie, qu'un seul, indivisible, inalienable, & incommutable domaine, qui sera inséparable des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, pour en jouir S. M. I. & C., ses Successeurs & héritiers, en pleine & irrévocable Souveraineté & propriété, savoir à l'égard des premières Provinces, comme en a joui ou dû jouir le feu Roi Charles II. de G. M. conformément au Traité de Ryswyk. & à l'égard des autres Provinces de la manière, & aux conditions, qu'elles ont été

été cédées & remises ausdits Seigneurs Etats Généraux, par le feu Roi Très Chrétien, de G. M., en faveur de la Très auguste Maison d'Autriche, & sans autres charges, ou hypothèques constituées de la part des Etats Généraux & à leur profit.

II. Sa M. I. & C. promet & s'engage, qu'aucune Province, Ville, Place, Forteresse, ou Territoire deldits Pais-Bas, ne pourra être cédée, transféré, donné, ou échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince ou Prince de la Maison & Lignée de France, ni autre qui ne sera pas Successeur des Etats de la Maison d'Autriche, en Allemagne, soit par donation, vente, échange, Contract de Mariage, Hérité, Succession testamentaire, ou *ab intestato* ni sous quelqu'autre titre ou prétexte, que ce puisse être: de sorte qu'aucune Province, Ville, Place, & Forteresse, ni Territoire deldits Pais-Bas, ne pourra jamais être soumis à aucun autre Prince, qu'aux seuls Successeurs deldits Etats de la Maison d'Autriche, à la réserve de ce qui a déjà été cédé au Roi de Prusse, & de ce qui sera cédé par le présent Traité auxdits Seigneurs Etats Généraux.

III. Comme la sûreté des Pais-Bas Autrichiens dépendra principalement du nombre des Troupes, qu'on pourra avoir dans deldits Pais-Bas, & dans les Places qui formeront la Barrière qui a été promise aux Seigneurs Etats Généraux par la G. Alliance, S. M. I. & C., & L. H. P., sont convenus d'y entretenir chacun à leurs propres fraix, toujours un Corps de 25 à 30000. hommes desquels S. M. I. & C. donnera trois cinquièmes bien entendu, que si S. M. I. & C. diminue son Contingent, il sera au pouvoir deldits Etats Généraux de diminuer le leur à proportion.

Et lors qu'il y aura apparence de Guerre, ou d'at-

d'attaque, on augmentera ledits Corps jusqu'à 40000. hommes suivant la même proportion, & en cas de Guerre effective, on conviendra ultérieurement des forces qui se trouveront nécessaires. La repartition deldites Troupes en tems de Paix pour autant qu'elle concerne les Places commises à la garde des Troupes de L. H. P., sera faite par Elles seules, & la répartition du reste par le Gouverneur Général des Pais Bas, en se donnant part réciproquement des dispositions qu'ils auront faites.

IV. S. M. I. & C. accorde aux E. G. Garnison privative de leurs Troupes dans les Villes & Châteaux de Namur & de Tournai, & dans les Villes de Mennin, Furnes, Warneton, Ypres, & le Fort de Knocque, & s'engagent les Etats Généraux de ne pas employer dans lesdites Places des Troupes, qui, bien qu'à leur solde, pourroient être d'un Prince ou d'une Nation, qui soit en Guerre, ou suspecte d'être dans des engagemens contraires aux intérêts de S. M. I. & C.

V. On est convenu, qu'il y aura dans la Ville de Dendermonde, Garnison commune, qui sera composée pour le présent d'un Bataillon des Troupes Impériales, & d'un Bataillon de celles des E. G., & que si dans la suite il pourroit être nécessaire d'augmentation se fera également des Troupes de part & d'autre & de commun concert.

Le Gouverneur sera mis de la part de S. M. I. & C., lequel aussi-bien que les subalternes prêteront Serment aux Etats Généraux de ne jamais rien faire, ni permettre dans ladite Ville qui puisse être préjudiciable à leur Service, par rapport à la conservation de la Ville, & de la Garnison, & il sera obligé par ledit Serment de donner libre passage à leurs Troupes toutes & quantes fois qu'ils le souhaiteront.

pour

pourvu qu'il en soit requis préalablement, & que ce ne soit que pour un nombre modique à la fois. Le tout selon le formulaire dont on est convenu, & qui sera inséré à la fin de ce Traité.

VI. S. M. I. & C. consent aussi, que dans les Places ci-dessus accordées aux Etats Généraux, pour y tenir leurs Garnisons privatives, ils y puissent mettre tels Gouverneurs, Commandans, & autres Officiers, qui composent l'Etat Major, qu'ils jugeront à propos, à condition qu'ils ne seront pas à charge à S. M. I. & C., ni aux Villes & Provinces, si ce n'est pour le logement convenable & les emolumens provenant des Fortifications, & que ce ne soient pas des personnes qui pourroient être désagréables ou suspectes à S. M. pour des raisons particulières à alléguer.

VII. Lesquels Gouverneurs, Commandans & Officiers, seront entièrement & privativement dépendans & soumis aux seuls ordres, & à la Judicature des Etats Généraux, pour tout ce qui regarde la défense, la garde, sûreté, & toute autre affaire Militaire de leurs Places, mais seront obligez lesdits Gouverneurs aussi-bien que leurs subalternes à prêter Serment à S. M. I. & C. de garder lesdites Places fidèlement à la Souveraineté de la Maison d'Autriche, & de ne se point ingérer dans aucune autre affaire, selon le formulaire dont on est convenu, & qui est inséré à la fin de ce Traité.

VIII. Les Généraux se rendront réciproquement, tant dans les Villes où il y aura Garnison de S. M. I. & C., que dans celles, qui sont confiées à la garde des Troupes de L. H. P. les honneurs accoutumés selon leur Caractère & la manière de chaque service, & au cas que le Gouverneur Général des Pais-Bas vienne dans les Places Commises à la gar-

de

de des Troupes des Etats Généraux, on lui rendra les honneurs, qu'il est accoutumé de recevoir dans les Places des Garnisons de S. M. I. & C. & pourra même y donner la parole, le tout sans préjudice de l'Article VI.

Et les Gouverneurs, & en leur absence les Commandans donneront part auxdits Gouverneurs Généraux des dispositions par eux faites pour la sûreté, & garde des Places confiées à leurs soins, & ils auront des égards convenables pour les changemens, que lesdits Gouverneurs Généraux jugeront devoir être faits.

IX. Sa M. I. & C. accorde l'exercice de la Religion aux Troupes des Etats Généraux par tout où Elles se trouvoient en garnison; mais cela dans des endroits particuliers, convenables, & proportionnez au nombre de la Garnison, que les Magistrats assigneront & entretiendront dans chaque Ville & Place, où il n'y en a pas déjà d'assignez, & auxquels endroits on ne pourra donner aucune marque extérieure d'Eglise, & on enjoindra severement, de part & d'autre aux Officiers Politiques, & Militaires; comme aussi aux Ecclesiastiques & à tous autres, qu'il appartient, d'empêcher toute occasion de scandale & de contestation, qui pourroient naître sur le sujet de la Religion & quand il naîtra quelque dispute ou difficulté, on les aplanira à l'amiable de part & d'autre.

Et quant à la Religion par rapport aux Habitans des Pais Bas Autrichiens, toutes choses resteront & demeureront sur le même pied, qu'Elles étoient pendant le Règne du Roi Charles II. de G. M.

X. Toutes les Munitions de Guerre, Artillerie, & Armes des Etats Généraux, comme aussi les Matériaux pour les Fortifications, les Grains en tems de disette, les Vivres, pour

mettre

mettre en Magasin lors qu'il y aura apparence de guerre, & de plus les Draps & fournitures pour l'habillement des Soldats, que l'on vérifiera devoir être employez à cet usage passeront librement & sans payer aucuns Droits, ou Péages au moyen des Passeports, qui seront demandez & accordez sur la spécification signée, à condition néanmoins qu'au premier Bureau de S. M. I. & C. où lesdites Provisions, Matériaux, Armes, & Montures entreront, qu'à l'endroit où elles devront être déchargées, les batteaux, & autres voitures pourront être dûment visitées, pour empêcher qu'on y commette fraude & abus, contre lesquels il sera libre de prendre telles précautions, que la suite du tems, & l'expérience feront juger nécessaires, sans qu'il sera permis aux Gouverneurs, & à leurs subalternes d'empêcher en quoi que ce soit l'effet de cet Article.

XI. Les Etats Généraux pourront changer leurs Garnisons, & les dispositions des Troupes dans les Villes, & Places commises à leur garde privative, selon qu'ils le trouveront à propos, sans qu'on puisse empêcher ou arrêter le passage des Troupes, qu'ils y enverront de tems à autre, ou celles qu'ils en tireront, sous quelque prétexte que ce puisse être; pourront même lesdites Troupes, quand le cas le requerra, passer par toutes les Villes de Brabant & de Flandres, & par tout le Plat Pays, faire des Ponts tant sur le Canal entre Bruges & Gand, que sur tous les autres Canaux, & sur toutes les Rivieres qu'elles trouveront dans leurs routes, à condition néanmoins, que ce seront des Troupes d'un Prince, ou d'une Nation, non en Guerre avec S. M. I. & C., ni suspectes d'aucun engagement, ou liaison contraires à ses intérêts, comme il est dit ci-dessus en l'Article IV., & que préalablement il en sera donné connoissance & réquisition faite au

Gou-

Gouverneur Général des Pais-Bas, avec lequel on réglera les routes, & les autres besoins, par quelqu'un qui en aura la Commission de L. H. P. On observera le Règlement fait par les Etats Généraux, sur le passage des Troupes, comme il est observé dans leurs propres Pais.

Et les Etats Généraux tâcheront de faire lesdits changemens des Garnisons, ainsi, que les dispositions nécessaires pour cela, de manière qu'elles soient le moins qu'il se pourra à la charge, & à l'incommodité des Habitans.

XII. Comme la sûreté commune demande en tems de Guerre, ou dans un imminent danger de Guerre, que les Etats Généraux envoient leurs Troupes dans les Places qui se trouveront les plus exposées au péril d'être attaquées, ou d'être surprises, il est convenu entre S. M. I. & C., & les Etats Généraux, que leurs Troupes seront réglées dans lesdites Places, autant qu'il sera nécessaire pour leur défense, quand le cas viendra évidemment à exister, bien entendu que cela se fasse d'accord & de concert avec le Gouverneur Général des Pais-Bas.

XIII. Les Etats Généraux pourront à leurs frais & dépens faire fortifier les susdites Villes & Places, soit par des nouveaux Ouvrages, ou en faisant réparer les vieux, les entretenir, & généralement pourvoir à tout ce qu'ils trouveront nécessaire pour la sûreté & défense desdites Villes & Places, à la réserve qu'ils ne pourront pas faire construire des nouvelles Fortifications, sans en avoir donné connoissance préalable au Gouverneur Général des Pais-Bas, & avoir entendu son avis & les considérations là dessus, & sans qu'on pourra les porter à la charge de S. M. I. & C., ou du Pais, qu'avec consentement de Sa Majesté.

XIV. Pour la sûreté de la communication

entre les Provinces Unies, & les Villes, & Places de la Barrière, S. M. I. & C. aura soin de faire en sorte, que les Lettres & Messagers, tant ordinaires, qu'extraordinaires, pourront passer librement pour aller & venir dans les Villes & Places de la Barrière, & par celles des autres Pais, à condition que lesdits Messagers ne se chargeront pas des Lettres ou des paquets des Marchands, ou autres Particuliers lesquelles, tant pour les Places de la Barrière, que pour toute autre part, devront être remises aux Bureaux des Postes de S. M. I. & C.

XV. Pour ce qui regarde l'Artillerie, Magazins, & Provisions de guerre, que L. H. P. ont dans les Villes & Places, qu'elles remettent à S. M. I. & C., il leur sera permis de les faire transporter sans aucun empêchement, & sans payer aucun Droits ou Péages, tant celles qu'elles y ont fait conduire Elles-mêmes, que l'Artillerie marquée de leurs Armes, perdue dans la dernière Guerre & leur appartenant d'ailleurs, qu'Elles auront trouvée dans lesdites Places, à moins que S. M. I. & C. ne souhaite de prendre ladite Artillerie & munitions de Guerre, pour son Compté, & en convenir du prix avec L. H. P. avant la reddition des Places. Et quand à l'Artillerie & Munitions, qui sont présentement dans les Places commises à la garde des Troupes des Etats Généraux, elles seront laissées à leur garde & direction suivant les inventaires qui en seront dressés & signés de part & d'autre, avant l'échange des Ratifications du présent Traité, sans qu'il sera permis de les faire transporter ailleurs, que d'un commun consentement: & restera la propriété à S. M. I. & C. pour autant, qu'il s'en est trouvé dans lesdites Places au tems de leur Cession, ou Reddition.

XVI. En cas que les Provinces des Pais-Bas Autrichiens fussent attaquées & qu'il arrivât

(ce qu'à Dieu ne plaise) que les Armées des Ennemis entraissent dans le Brabant, pour y agir, & faire le siège de quelque Place dans ladite Province, ou de quelqu'une de celles qui en font la Barrière, il sera permis à L. H. P. de faire occuper & prendre poste par leurs Troupes dans les Villes & endroits sur le Demer, depuis l'Escaut jusqu'à la Meuse, comme aussi d'y faire des Retranchemens, des Lignes, & des Inondations pour empêcher les progrès ultérieurs des Ennemis, autant, que la Raison de guerre le pourra demander, pourvu que le tout se fasse de concert avec le Gouverneur Général des Pais Bas.

XVII. Comme il conste par l'expérience de la Guerre passée, que pour mettre en sûreté les Frontières des Etats Généraux en Flandre il falloit y laisser plusieurs Corps de Troupes si considérables que l'Armée se trouvoit beaucoup affoiblie par là: Pour prévenir cet inconvénient, & pour mieux assurer lesdites Frontières à l'avenir, S. M. I. & C. cède aux Etats Généraux tels Forts & autant de Territoire de la Flandre Autrichienne, limatrose de leursdites Frontières qu'on aura besoin pour faire les inondations nécessaires & pour les bien couvrir, depuis l'Escaut jusqu'à la Mer, dans les endroits où Elles ne sont pas déjà suffisamment assurées, & où elles ne sauroient l'être par des inondations sur les seules terres déjà appartenantes aux Etats Généraux.

Pour cette fin S. M. I. & C. agréé, & approuvé que pour l'avenir les Limites des Etats Généraux en Flandres commenceront à la Mer, entre Blankenberg, & Heyft, à l'endroit, où il n'y a point des Dunes, moyennant, qu'ils n'y feront pas bâtir, ni ne permettront pas qu'on bâtit des Villages, ou des maisons, auprès dudit poste, ni ne souffriront point aucun établissement de Pêcheurs, ou d'y faire des Ecluses à la Mer. Et

Et promettent de plus L. H. P., que si elles trouvent bon de faire construire quelques Fortifications à la tête de leurs nouvelles Limites, elles auront soin de ne pas diminuer la force de la Digue, & non seulement se chargeront des fraix extraordinaires qui pourroient être causez à l'occasion desdites Fortifications, mais même de dommeront les habitans de la Flandre Autrichienne de toutes les pertes, qu'ils pourroient souffrir, au cas que la Mer vint à faire des inondations par les Fortifications susdites.

On tirera du Poste sus nommé une Ligne droite sur le Gotewegje, d'où la Ligne continuera vers Heyft: de Heyft, elle ira sur le Driehoeck & Swartelsuys, de là sur le Fort de St. Donas, lequel S. M. I. & C. cède en propriété & Souveraineté à L. H. P. (moyennant que les portes des Ecluses audit Fort seront, & resteront orées en tems de Paix) & cède pareillement le Terrain situé au Nord de la Ligne ci-dessus marquée.

Du Fort de S. Donas les Nouvelles Limites des Etats Généraux s'étendront jusqu'au Fort de S. Job, d'où on regagnera les anciennes près de la Ville de Middelbourg, lesquelles limites on suivra le long de Zydlingsdyck jusqu'à l'endroit, où le Eckelose Watergang, & le Waterloop le rencontrent à une Ecluse.

Ensuite de quoi en suivra le Graaf sans Dyck jusqu'au Village de Bouchaute (aux intercelles des Ecluses, duquel on permet de les remettre où elles ont été ci-devant) & dudit Bouchaute, on continuera à la ligne droite pour regagner les anciennes limites des Etats Généraux.

S. M. I. & C. cede aussi en pleine & entière Souveraineté aux Etats Généraux le territoire situé au Nord de ladite Ligne.

Et comme pour leur entière sûreté il est nécessaire, que l'inondation soit continuée de

Bon-

Bouchaute, jusqu'au Canal de Zas de Gand, le long de Graaf Jans-Dyck; Il sera permis en tems de Guerre à L. H. P. d'occuper & faire fortifier toutes les Ecluses qui se trouveront dans le Graaf Jans Dyck & Zydlingsdyck.

A l'égard de la Ville de Sas de Gand, les Limites seront étendues jusqu'à la distance de 2000. pas Geometriques, pourvu qu'il n'y ait point de Village compris dans cette étendue.

Et pour la conservation du bas Escaut, & la communication entre le Brabant, & la Flandre des Etats Généraux, S. M. I. & C. cède en pleine & entière propriété & souveraineté aux Etats Généraux les Villages & Polder, de Doel, comme aussi les Polders de Ste. Anne & Kerenisse.

Et comme en tems de Guerre il sera besoin pour plus de sûreté de former des inondations par les Ecluses entre les Forts de la Marie & de la Perle. S. M. I. & C. remettra aussi tôt que la Barrière sera attaquée, ou la Guerre commencée la Garde du Fort de la Perle à L. H. P. & celles des Ecluses bien entendu, que la Guerre venant à cesser Elles remettront ces Ecluses & ledit Fort de Perle à S. M. I. & C. Comme aussi celles, qu'elles auront occupées dans le Graaf Jans-Dyck & Zydlingsdyck.

Les Etats Généraux ne pourront faire aucune inondation en tems de Paix, & se croiant obligés d'en former en tems de Guerre, ils en donneront connoissance préalable au Gouverneur General des Pais-bas, & en concerteront avec les Généraux Commandans les Armées aux Pais-Bas. Promettant de plus, que si à l'occasion de la cession de quelques Ecluses, dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conserveront le libre usage en tems de Paix, ils vinssent à souffrir quelque dommage, ou préjudice, tant par les Com-

mandans,

mandans, que par d'autres Officiers Militaires, que non seulement les Etats Généraux y remédieront incessamment, mais aussi qu'ils dédomageront les intéressés.

Et puis que par cette nouvelle situation des limites il faudra changer les Bureaux pour prévenir les fraudes, à quoi S. M. I. & C. & L. H. P. sont également intéressés, on conviendra des Lieux pour l'établissement desdits Bureaux & des précautions ultérieures, qu'on jugera convenir de prendre.

Il est de plus stipulé par cet Article qu'une juste évaluation sera faite avant la Ratification du présent Traité, des revenus que le Souverain tire des Terres qui se trouveront cédées à L. H. P. par cet Article, comme aussi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Oâtrois sur le pied qu'ils ont été accordés depuis 30. ans en deçà, à être deduits & defalquez sur le subside annuel de 500. mille écus.

Et la Religion Catholique Romaine sera conservée & maintenue dans les lieux ci-dessus cédés en tout, sur le pied qu'elle y est exercée actuellement, & qu'elle l'a été du tems de Charles II. de G. M. & seront de même conservés, & maintenus tous les Privilèges des Habitans.

Le Fort de Roodenhuyfen sera rasé, & les différens touchant le Canal de Bruges seront remis à la décision d'Arbitres neutres, à choisir de part & d'autre, bien entendu, que par la cession du Fort de St. Donas, ceux de la Ville de l'Ecluse, n'auront pas plus de droit sur ledit Canal, qu'avant cette cession.

XVII. S. M. I. & C. cède à L. H. P. les Etats Généraux à perpétuité en pleine Souveraineté & propriété dans le Haut-quartier de Gueldres la Ville de Venlo, avec la Banlieue & le Fort de St. Michel, de plus, le Fort de Stevenswaert avec son Territoire ou Banlieue,

Terre L. X.

K

com-

comme aussi aurant de terrain , qu'il faudra pour augmenter les Fortifications en dedà de la Meuse , & promettre S. M. de ne faire jamais bâtir , ni permettre qu'un autre bâtisse aucune Fortification de quelque nom que ce soit , à la distance d'une demi-lieue de ladite Forteresse.

S. M. I. & C. cède de plus aux Etats Généraux l'Ammanie de Montfort , consistant (à l'exception des Villages de Swalm & Elmt , qu'elle se réserve) dans les petites Villes de Nieustadt , & d'Echt , avec les Villages suivants , savoir Ohe & Lack , Roosteen , Brach , Besel , Belsen , Vlodorp , Postert , Berg , Lin , & Montfort , pour être possédés par lesdits Etats Généraux de la manière que les a possédé & en a joui S. M. le Roi Charles II. de G. M. avec les Perfectures , Boutgs , Fiefs , Terres , Fonds , Cens , Rentes , Revenus Péages , de quelque nature qu'ils soient , Subsidés , Contributions & Collectes , Droits , Feodaux , Dominiaux , & autres quelconques appartenans auxdits Lieux cédés ci dessus : le tout pourtant sans préjudice , & sans que les Droits qui pourront competer à S. M. le Roi de Prusse , &c. nonobstant toutes Exceptions , Prétensions , ou Contradictions faites ou à faire , pour troubler les Etats Généraux dans la paisible possession des Lieux cédés par le présent Article , ou Contradictions faites , ou Dispositions contraires au présent Article étant tenez nuls & de nulle valeur. Bien entendu que cette Cession se fait avec cette clause expresse , que les Statuts , anciennes Coutumes , & généralement tous les Privilèges Civils , & Ecclesiastiques , tant à l'égard des Magistrats , & Particuliers , que des Eglises , Convents , Monastères , Ecoles , Séminaires , Hôpitaux , & autres Lieux publics , avec toutes leurs appartenances , & dépendances , de même que les droits Diocé-

sains

sains de l'Evêque de Rurmonde & généralement tout ce qui regarde les Droits , Libertez , Immunités , Fonctions , Usages , Cérémonies & l'exercice de la Religion Catholique seront conservés & subsisteront , sans y apporter aucun changement , ou innovation , ni directement , ni indirectement dans tous les Lieux ci-dessus cédés de la manière , que du tems du Roi Charles II. de G. M. & selon qu'on l'expliquera de part & d'autre plus amplement , en cas qu'il arrive quelque dispute sur ce sujet ; Et ne pourront être données les Charges de Magistrature , & tels autres de Police , qu'à des personnes , qui soient de la Religion Catholique.

Le droit de Collation des Bénéfices , qui a été jusques ici au Souverain , appartiendra dorénavant à l'Evêque de Rurmonde , à condition que lesdits Bénéfices ne pourront être donnés , qu'à des personnes qui ne seront pas desagrées aux Etats Généraux pour des raisons particulieres à alleguer.

Il est aussi stipulé , que les Etats Généraux ne prétendront pas d'avoir acquis par la cession de la Ville d'Echt aucun Droit de Judicature ou d'appel par rapport au Chapitre de Thron , ou autres terres de l'Empire , & il sera libre à Sa Majesté Impériale & C. de nommer tel endroit qu'il conviendra pour ladite Judicature ou appel.

Et puisque les Habitans de la partie du Haut-Quartier , qui vient d'être cédée , ne pourront plus porter leur procès en cas d'appel à la Cour de Rurmonde , il sera libre à L. H. P. d'établir une Cour d'Appel pour leurs sujets dans tel lieu de la Province , qu'elles trouveront convenir.

On est convenu de plus , que les droits d'entrée & de sortie , qui se lèvent tout le long de la Meuse ne pourront être haussés , ni baissés en tout ou en partie , que d'un commun

K 2

COR-

consentement, desquels droits Sa M. I. & C. tirera à son profit ceux qui se lèvent à Ruimonde, & à Navaigne, & les Seigneurs Etats Généraux, ceux qui se lèvent à Venlo.

Et comme lesdits droits sur la Meuse en général, comme aussi ceux sur l'Escaut subsidiairement sont affectez au payement de deux Rentes distinctes, l'avoir une de 80000. & un de 20000. fl. par an en vertu de la transaction passée, & conclue le 26. Décembre 1637. avec feu Sa Majesté de la Grande-Bretagne Guillaume III. on est convenu, que L. H. P. à cause de la cession susmentionnée subviendront à S. M. I. & C. dans les payemens desdites Rentes, & autres dettes, qui pourront y être Hypothéquées & annuellement, & à proportion du produit des droits d'entrée & de sortie, qu'elles recevront, le tout suivant les constitutions mêmes desdites Rentes. Et quand aux Debtes, & Charges Contractées & constituées sur la Généralité du Haut-Quartier, les Etats Généraux concourront dans le payement d'iceux, pour leur Quote-part, selon la proportion portée par la matricule de tout le Haut-Quartier.

Tous les Documens & papiers, qui concernent le Haut-Quartier de Gueldres, resteront comme ci devant dans les Archives à Ruimonde; mais on est convenu qu'il en sera formé un Inventaire ou Registre à l'intervention des Commissaires de S. M. I. & C. de S. M. Prussienne, & des Seigneurs Etats Généraux, & Copie authentique sera donnée dudit Inventaire à chacune des 3. Puissances pour avoir toujours libre accès à tous les Papiers, & Documens, dont elles pourroient avoir besoin, pour la partie qu'elles possèdent dans ledit Haut-quartier de Gueldre, & dont Copie Authentique leur sera délivrée, à la première réquisition.

XXI. En considération des grands fraix, &

dépenses extraordinaires auxquelles les Etats Généraux sont indispensablement obligez tant pour entretenir le grand nombre des Troupes, qu'ils se sont engagez par le présent Traité de tenir dans les Villes ci-dessus nommées, que pour subvenir aux grosses charges, absolument nécessaires pour l'entretien & réparation des Fortifications desdites Places, & pour les pourvoir de munitions de guerre, & de bouche, S. M. I. & C. s'engage & promet de faire payer annuellement aux Etats Généraux la somme de 500000 écus ou 1250000 florins monnoye d'Hollande par dessus les revenus de la partie du Haut-Quartier de Gueldres cédé en propriété par Sa Majesté Imperiale & Catholique aux Etats Généraux par le XVII. Article du présent Traité. Comme aussi par dessus les fraix pour le logement des Troupes, selon le Règlement fait en l'année 1698. de manière qu'on en conviendra en détail, laquelle somme de 500 mille écus ou 1250000. florins monnoye d'Hollande, sera assurée & Hypothéquée, par cet Article, généralement sur tous les revenus des Pais Bas Autrichiens, y compris les Pais cédés par la France, & spécialement, sur les revenus les plus clairs, & liquides, des Provinces de Brabant, & de Flandre, & sur ceux du Pais, Villes, & Châtellenies, & dépendances cédées par la France, selon qu'on est convenu, plus spécifiquement par un Article séparé tant pour l'Hypothèque que pour le moyen & termes de les percevoir.

Et on commencera ledit payement du Subside de 500. mille écus ou 1250000. florins monnoye d'Hollande du jour de la signature du présent Traité, sur quoi seront deduits, au Prorata du tems, les revenus des Villes, Châtellenies & dépendances cédées par la France, échus depuis ledit jour jusqu'au jour que lesdits Pais seront remis à S. M. I. & C., pour

autant que les Etats Généraux les auront reçus.

XX. S. M. I. & C. confirme & ratifie par cet Article les Capitulations accordées aux Provinces & Villes des Pais Bas ci-devant appelez Espagnols du tems de leur réduction sous l'obéissance de Sa dite Majesté, ainsi que l'administration Générale dudit Pais y est exercée par la G. B. & les Etats Généraux des Provinces-Unies, ayant représenté le légitime Souverain par Leurs Ministres qui ont résidé à Bruxelles, & par le Conseil d'Etat commis au Gouvernement Général desdits Pais Bas, ensuite du Pouvoir & des Instructions qui lui ont été données, & des réquisitions qui lui ont été faites de la part des 2. Puissances, tant en matière de Régale, de Justice, de Police, que de Finance, comme aussi l'administration particulière des Etats des Provinces, des Collèges, des Villes, & des Communautés au Plat-Pais, de même que des Cours Souveraines de Justice, & autres Cours & Juges Subalternes, lesquels Actes de Police, Régales, Justice, & Finance, subsisteront & sortiront leur plein & entier effet, selon la teneur desdits Actes & des Sentences rendus: le tout de la même manière, comme s'ils avoient été faits par le Souverain légitime du Pais, & sous son Gouvernement.

XXI. Tout ce qui est dans l'Article précédent sera aussi observé, ratifié & maintenu de la part de S. M. I. & C. à l'égard du Haut Quartier de Gueldres, & des Pais conquis sur la France (dont le Roi Charles II. de G. M. n'étoit pas en possession à son décès) pour toutes les dispositions faites au nom & de la part des Etats Gén. des Provinces-Unies.

Et pour ce qui est des Bénéfices & Dignitez Ecclesiastiques, ceux qui en ont été pourvus, & qui s'en trouvent en possession, ne pourront être dépouillés & ceux qui ne sont

pas encore en possession y seront admis sans qu'on puisse s'y opposer, que par les voyes & dans l'ordre de la Justice, selon les Loix & Coutumes du Pais.

XXII. S. M. I. & C. reconnoît & promet de satisfaire les obligations, qui ont été passées de la part de S. M. C. Charles II. de G. M. pour les levées d'argent que L. H. P. ont fait négocier pour Sadite Majesté dont la Liste est jointe au bas de cet Article; & comme on n'a point encore remis aux Etats Généraux les obligations des Etats des Pais-Bas Espagnols pour la somme de 200. mille florins par an à fournir par Eux, pour le payement des Intérêts & pour remboursement d'un Capital de 1400. mille florins, levez à intérêts en l'année 1698. pour être employez aux nécessitez des Frontières desdits Pais Bas Espagnols, & de 4. années d'intérêts portant la somme de 224. mille florins: dont ledit Capital de 1400. mille florins est augmenté: Lesquelles obligations ledit Roi Charles II. de G. M. avoit promis de faire tenir sans que cela le soit fait. S. M. I. & C. promet par cette de faire passer les obligations par les Etats des Provinces dudit Pais-Bas & de les faire délivrer incessamment après auxdits Etats Généraux, conformément à la teneur de ladite obligation de S. M. C. du 30. de Mai 1698. à la première convocation des Etats, ou au plus tard dans le terme de deux mois, après l'échange des Ratifications de ce Traité.

Mémoire des Négociations faites à la réquisition de Sa Majesté Catholique Charles II. de G. M.

LA première Négociation a été d'un million cinq cens soixante & quinze mille florins sur les Droits d'entree & sortie de la Merie à 5. pour 100. faite par l'Acte du

224. *Mercuré Historique* &

13. Décembre 1690.

1575000

La seconde a été de 525. mille florins à 5. pour cent sur le même fonds levée par l'Acte du 21. de Mars 1691.

525000

La troisième a été de 567. mille florins à 5. pour 100. sur les revenus du Haut Quartier de Guelstre, faite par l'Acte du 15. de Janvier 1692.

567000

La quatrième & cinquième Négociations de 500. mille & de 200. mille florins ont été faites conformément aux deux Actes du 4. & du 22. de Mai 1693. sur les Droits d'entrée & sortie de la Marie à 6. pour cent.

700000

La sixième a été de 665. mille florins sur le même fonds à 5. pour cent levée par l'Acte du 11. Avril 1695.

665000

La septième a été d'un million 440. mille florins sur le même Fonds à cinq pour cent, levée par Acte du 24. de Novembre 1695.

1440000

La huitième, 9. & 10. somme de 400. mille, de 100. mille & de 300. mille florins, ont été levées par Actes du 10. de Décembre 1695. & du 12. de Septembre 1696., & du 6. de Mars 1697. à cinq pour cent sur les Revenus de la Province de Namur, & subsidiairement sur les Revenus de la Marie, & les Domaines de la Province de Luxembourg, portant ensemble.

800000

L'onzième somme de 500. mille florins a été levée par Acte du 30. Avril 1696. à 6. pour cent sur les Revenus de la Prévôté de Mons.

500000

Politique. Février 1716. 225

La douzième somme d'un million 400. mille florins à quatre pour cent, a été levée sur les Subsidés des Provinces des Pais-Bas, sur les remises d'Espagne, & subsidiairement sur les Revenus de la Marie.

Item 224. mille florins pour 4. années d'intérêts du Capital, conformément à la teneur de l'obligation du 30. de Mai 1698. portant ainsi la somme totale d'un million 624. mille florins.

1624000

XXIII. Pareillement S. M. I. & C. reconnoît, approuve & confirme toutes les levées d'argent (dont la liste est jointe au bas de cet Article) qu'on a été obligé de faire pour le payement de plusieurs necessitez indispensables pour la conservation des Pais-Bas Espagnols & pour l'entretien des Troupes de S. M. I. & C. pendant le Gouvernement provisionnel de la G. B. & des Etats Généraux des Provinces-Unies, & faites par L. H. P. de concert avec S. M. de la G. B. promettant S. M. I. & C. d'y satisfaire & de faire dûment enregistrer lesdites Négociations dans les Chambres des Finances & des Comptes & d'en faire délivrer Acte en forme à L. H. P. & de faire payer le Capital & les intérêts hors des fonds & hypothèques, tant principales que subsidiaires affectées pour cette fin, sans que S. M. I. & C. pourra apporter, si ce n'est de l'aveu des Etats Généraux, aucun changement à la direction ou à l'administration des hypothèques, sur lesquelles les Négociations ont été faites, mais qu'Elles les laissera à L. H. P. conformément à la teneur des obligations, & si ces fonds n'étoient point suffisans ce qu'il y manquera sera suppléé par les Etats des Provinces desdits Pais-Bas Autrichiens.

K 5

Me.

*Mémoire des Négociations faites pendant le
Gouvernement provisionnel de Sa Majesté
Britannique & de L. H. P. aux Pais-Bas.*

En 1707. ont été levées 300. mil-
le florins à 5. pour 100. sur la Poste-
rie destinez à être Envoyé au Roi à
Barcelonne.

Encore 400000. mille florins sur
les Droits d'entrée & sortie en Flan-
dre destinez à des nécessitez aux
Pais-Bas.

Les intérêts desdits 400. mille flo-
rins ont été assignez sur la Posterie. 700000

Au mois de Février de l'année
1709. ont été levez 250. mille flo-
rins à 5. pour 100. sur les Droits
de la Marie pour l'entretien des
Troupes Impériales & Palatines. 250000

Au mois de Mai 1709. a été levée
une somme de 500. mille florins à
5. pour 100. aux mêmes condi-
tions, sur le même fonds & au
même usage. 500000

Au mois d'Août a été encore le-
vée une somme de 1000000. flo-
rins à cinq pour cent, aux mêmes
conditions, sur le même fonds &
au même usage. 1000000

En 1710. a été négocié une
somme de 300000. fl. à 6. pour
100. sur le revenu de la Posterie,
pour subvenir aux fraix des Trou-
pes Impériales & Palatines au ser-
vice de S. M. I. & C. 300000

Item sur les Droits d'entrée &
de sortie en Flandre, une somme
de 400. mille florins pour subvenir
aux fraix des Troupes Impériales
à six pour cent, savoir cinq pour
cent à trouver sur les Droits en

Flan-

Ayuntamiento de Madrid

Flandre, & un pour cent sur les
Revenus de la Marie. 400000

Item sur le même Fonds & à
six pour cent, savoir cinq pour cent
à trouver sur les Droits d'entrée &
sortie en Flandre, & un pour cent
sur les Revenus de la Marie, une
somme de 300. mille florins pour
subvenir aux fraix des Troupes Im-
périales. 300000

Item sur le même Fonds, & à
six pour cent, savoir cinq pour
cent à trouver sur les Droits d'en-
trée & sortie en Flandre, & un
pour cent sur les Revenus de la Ma-
rie, une somme de 340. mille six
cens vingt-cinq florins pour subve-
nir aux fraix des Troupes Im-
périales. 340625

Item sur les Revenus de la Marie
à cinq pour cent, une somme de
300. mille florins pour subvenir
aux fraix des Troupes Impériales. 300000

Au mois de Mars 1711. a été le-
vée une somme de 300. mille flo-
rins à 6. pour 100. sur les Revenus de
la Posterie, pour subvenir aux fraix
des Troupes Impériales. 300000

En Décembre 1712. a été négocié
sur la Marie 228. mille trois cens
& trente florins à 5. pour 100. pour
pourvoir aux nécessitez & aux For-
tifications de Mons, St. Ghilain
& Ath. 228330

Faisant les suddites levées ensemble la som-
me de quatre millions six cens dix huit mille
neuf cent cinquante cinq florins. L'emploi
de laquelle aussi bien que la somme de 550.
mille florins que les Receveurs des Droits
d'entrée & de sortie en Flandre ont fourni en
Lettres de Change aux Etats Généraux en

K 6

l'an

Pan 1710. de cent mille florins qu'ils ont reçu du Receveur des Medianeti, de 105. mille florins, *Salvo errore calculi*, qu'ils ont reçu de la 3. Chambre du Conseil de Flandre, a été verifié aux Ministres Plenipot. de S. M. I. & C. de la manière que cela est expliqué plus particulièrement par la déclaration mise au bas de l'état des Négociations, & Argent fourni & de l'emploi deldits deniers, signé ce même jour.

XXIV. On procédera si-tôt que faire se pourra à la liquidation du payement fait des intérêts & du Capital des emprunts mentionnez dans les deux Articles précédens, dans laquelle liquidation ne sera porté à la charge de L. P. H., que tout ce qu'il se trouvera payé effectivement & réellement en vertu deldites obligations & sans que de la part de S. M. I. & C. on pourra faire contre le payement deldits intérêts quelque difficulté ou prétention de rabat ou diminution, à cause de non possession des Hypothèques, Confiscation en tems de Guerre, depravation des Hypothèques à cause de diminution des Droits d'entrée & sortie ou autre cause ou prétexte quelconque.

Et sans qu'à cause de cette liquidation on pourra de la part de S. M. I. & C. discontinuer le payement, pour le recouvrement des intérêts & termes de remboursement, dans lequel il sera continué, conformément aux Conditions portées par les obligations, jusques à ce qu'il constera, que tous les emprunts & intérêts d'iceux, seront entièrement acquitez & remboursiez après quoi, les Hypothèques seront dûement déchargées & restituées.

XXV. De plus seront ratifiez & confirmez par le présent Article le Contrat pour le Pain, Chariots & Fourage des Troupes Impériales & Palatines, fait par les Ministres des

Ratifi-

Puissances à Bruxelles, ou par le Conseil d'Etat commis au Gouvernement des Pais-Bas, sur la réquisition deldits Ministres, & sont pareillement Confirmez & Ratifiez tous les payemens déjà faits à ce sujet par le Conseil des Finances & les ordres données par ledit Conseil pour assigner le restant de ce qui est dû pour le Pain, Fourage & Chariots, sur les Droits d'encrescence des quatre espèces, ensuite des réquisitions du Conseil d'Etat, sans que leldits Droits d'encrescence puissent être divertis à d'autres usages, sous quelque prétexte que ce puisse être, avant que les Entrepreneurs qui ont livré ledit Pain, Fourage & Chariots, soient entièrement satisfaits selon la teneur de leur Contrat, ensuite des Réquisitions des Ministres des deux Puissances, & des Ordres du Conseil d'Etat, & de celui des Finances.

XXVI. Pour ce qui regarde le Commerce, on est convenu, que les Navires, Marchandises, & Denrées venant de la Grande-Bretagne, & des Provinces-Unies, & entrant dans les Pais Bas Autrichiens, de même que les Navires, Marchandises & Denrées, sortant deldits Pais Bas, vers la Grande-Bretagne & les Provinces-Unies, ne payeront les Droits d'entrée & de sortie, que sur le même pié, qu'on les lève à présent, & particulièrement tels qu'ils ont été réglez avant la signature du présent Traité, selon la réquisition faite au Conseil d'Etat à Bruxelles par les Ministres des deux Puissances, en date du 6. du Novembre; & qu'ainsi le tout restera, continué & subsistera généralement sur ledit pié, sans qu'on y puisse faire aucun changement, innovation, diminution, ou augmentation, sous quelque prétexte que ce puisse être, jusqu'à ce que S. M. I. & C., S. M. B. & les Etats Généraux en conviendront autrement par un Traité de Commerce.

K 7

ce.

ce à faire le plutôt qu'il se pourra, demeurant au reste le Commerce, & tout ce qui en dépend, entre les Sujets de S. M. I. & C. dans les Pais-Bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies, en tout & en partie, sur le pied établi, & de la manière portée par les Articles du Traité fait à Munster le 30. Janvier 1648. entre S. M. le Roi Philippe IV. de G. M. & lesdits Seigneurs Etats Généraux, concernant le Commerce, lesquels Articles viennent d'être confirmés par le présent Traité.

XXVII. Que les Fortifications & tous les Ouvrages de la Citadelle de Liege, de même que celles du Château de Huy, aussi avec tous les Forts & Ouvrages, seront rasés & démolis sans qu'ils puissent être jamais rebâties ou rétablis, bien entendu, que ladite démolition se fera aux dépens des Etats & du Pais de Liege, à qui les matériaux resteront pour être vendus & transportés ailleurs, le tout aux ordres & sous la direction des Etats Généraux, qui enverront pour cette fin des personnes capables, pour avoir la direction desdites démolitions, auxquelles on commencera de travailler immédiatement après la signature du présent Traité, & que l'on achèvera dans 3. mois, ou plutôt s'il se peut, & que cependant les Garnisons des Etats Généraux ne sortiront desdites Places, avant que la démolition ne soit achevée.

XXVIII. Et pour plus grande sûreté & exécution du présent Traité, promet & s'engage S. M. B. de le confirmer & de le garantir dans tous ses Points & Articles, comme Elle le confirme & le garantit par celui-ci.

XXIX. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par S. M. I. & C., par S. M. B. & par les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & les Lettres de Ratification seront délivrées dans le terme de 6. semaines, ou

plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi nous Ministres Plénipotentiaires de S. M. I. & C., de S. M. B. & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms, signé ces présentes de nos seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Anvers le 15. Novembre 1715.

(Etoit signé)

L. C. de Kininlegg. (L. S.) W. Cadogan. (L. S.)

B. v. Dussen. (L. S.) Le Comte de Rechteren.

(L. S.) Sh. Gockinga. (L. S.) Adr. v.

Borssele, à Geldermallen. (L. S.)

Formulaire du Serment pour le Gouverneur de Dendermonde.

JE N. N. établi Gouverneur par S. M. I. & C. à Dendermonde, promets & jure, que je ne ferai jamais rien, ni ne permettrai pas qu'il se fasse quelque chose dans ladite Ville, qui puisse être préjudiciable au service de L. H. P. les Etats Généraux des P. U., par rapport à la conservation de la Ville & de la Garnison, & que je donnerai libre passage à leurs Troupes, toutes & quantes fois qu'ils le souhaiteront, moyennant une réquisition préalable, & que lesdites Troupes ne passent, que pour un nombre modique à la fois, la tout conformément à l'Article V. du Traité de la Barrière, dont Copie m'a été communiquée; ainsi Dieu me soit en aide.

Formulaire du Serment pour les Gouverneurs des Places.

N. N. je jure & promets de garder fidèlement à la Souveraineté & propriété de S. M. I. & C. qui m'a été confiée, & de ne pas remettre jamais à aucune Puissance, & que je ne me mêlerai pas directement ou indirectement, ni ne souffrirai pas, que qui que ce soit, sous mon Commandement se mê-

le

le d'aucune affaire, concernant le Gouvernement Politique, Religion, & choses Ecclesiastiques, Justice & Finances, ni même en quoi que ce soit, contre les Droits, Privilèges & immunités des Habitans, tant Ecclesiastiques que Laïques, ou aucune autre affaire n'ayant pas relation directe à la conservation de la Place, qui m'a été confiée & pour le maintien de la Garnison commise à mes soins; mais que je laisserai tout cela à S. M. I. & C. comme légitime Souverain, & aux Etats & Magistrats, tant Ecclesiastiques que Laïques, pour autant qu'il en appartient à chacun d'eux. Promettant au contraire de les assister de main forte, toutes & quantes fois, que j'en serai requis, pour le maintien des ordres politiques & la conservation de la tranquillité contre tous ceux qui voudroient s'y opposer, bien entendu, qu'il me sera permis d'exécuter les ordres que les Etats Généraux me donneront, conformément & en exécution du Traité entre S. M. I. & C. & de L. H. P. ainsi Dieu me soit en aide.

ARTICLE SEPARÉ.

Comme dans l'Article dixneuvième du Traité de la Barrière pour les Etats Généraux des Provinces Unies dans les Pais-Bas Autrichiens, conclu ce jourd'hui quinziesme de Novembre mille sept cent quinze, entre S. M. I. & C., S. M. B. & ledits Seigneurs Etats Généraux, on est convenu de s'expliquer plus spécifiquement, par un Article séparé au sujet des Hypothèques & des moyens de percevoir le Subside mentionné, Sa M. I. & C. pour assurer & faciliter d'autant plus le paiement dudit Subside de cinq cens mille écus, ou douze cens cinquante mille florins, monnoye de Hollande par an, accordé & stipulé par ledit Article, assigné spécialement sur le Pais, les Villes, Châtellenies & Dépendances cédées par

la France annuellement, la somme de six cens & dix mille florins monnoye d'Hollande, selon la répartition suivante, à savoir.

Sur la Ville de Tournai, cinquante-cinq mille florins.

Sur la Châtellenie de Tournai, dit le Tournais, vingt & cinq mille florins.

Sur la Ville & Verge de Menin, quatrevingt dix mille florins.

Et sur la partie de la Flandre Occidentale, qui a été cédée par la France, à répartir sur les Villes, Châtellenies & Dépendances suivant le Transport de Flandre, quatre cens quarante mille florins.

Et le restant sur les Subsidés de la Province de Brabant un tiers, faisant la somme de deux cens treize mille trois cens trente & trois & un tiers florins, & sur ceux de la Province de Flandre deux tiers faisant la somme de quatre cens vingt & six mille six cens soixante six & deux tiers florins, faisant lesdites sommes respectives ensemble la susdite somme totale de cinq cens mille écus, ou douze cens cinquante mille florins, monnoye d'Hollande.

La portion de la Province de Brabant est assignée sur le Contingent des 7. Quartiers d'Anvers & des autres Districts de Brabant dans les Subsidés de cette Province & la portion de la Province de Flandre sur le Contingent du Pais de Was, y compris Beveren du Pais de Oudenbourg, du Franco de Bruges, du Pais d'Alost, & de la Ville & Pais de Dendermonde dans le Subsidé de cette Province.

Et pour assurer d'autant plus le paiement régulier des susdites sommes respectives, S. M. I. & C. promet & s'engage, que le paiement se fera de trois en trois mois, à commencer du jour de la signature du présent Traité, à payer à l'Echéance du Terme, & au défaut dudit Paiement à la fin des trois mois.

Ordonne S. M. I. & C., dès à présent, & par

par ce Traité, aux Etats des Provinces & Départemens, & les Receveurs des Subsidés tant ordinaires qu'extraordinaires, de même que ceux de ses Droits & Domaines, hors desquels le payement se doit faire conformément à la répartition ci-dessus, qu'en vertu de cet Article, & sur une Copie d'icelui ils auront à payer incessamment à chaque échéance, & sans délai, au Receveur Général desdits Etats Généraux, ou à ses ordres, les sommes ci-dessus marquées, & sans attendre autre ordre ou Assignations, ce présent Article leur devant servir d'ordre & d'Assignations des à présent, & pour lors, & ledit payement leur sera passé en compte à la charge de S. M. I. & C. comme s'ils l'avoient fait à Elle même.

Faute de quoi, ou bien en cas que lesdits Etats n'accordassent pas avec la promptitude nécessaire les Subsidés, pourront les Etats Généraux procéder aux moyens de contrainte & d'exécution, & même par voye de fait contre les Receveurs, Etats, & Domaines desdites Provinces & Départemens, lesquels Sa Majesté Impériale & Catholique y soumet en vertu de cet Article; le tout sans préjudice du Droit de leurs Hautes Puissances sur les autres revenus du Souverain par dessus le Subside des Provinces comme sont les Droits d'entrée & de sortie, Impôts, Tailles, Peages, & autres Domaines.

De plus, on est convenu, que le payement dudit Subside ne pourra être retardé, moins refusé, sous prétexte de Compensations, Liquidations ou autres prétentions de quelque nom ou nature qu'elles puissent être. Et aura cet Article séparé la même force que ledit Traité de la Barrière, & tout comme s'il y étoit inséré de mot à mot, & sera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foi de quoi, nous Ministres Plénipotentiaires de S. M. I. & C., de S. M. B., & des Seigneurs Etats Généraux, avons signé le pré-

Ayuntamiento

ent Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. *A Anvers ce 15. de Novembre 1715.*
L. C. de Kiniglegg. (L. S.) W. Cadogan. (L. S.)
B. v. Dussen. (L. S.) Le Comte de Rechteren.
(L. S.) S. L. Gockinga. (L. S.) Adr. van
Borssle. tot Gelder Malsen. (L. S.)

Etat de l'Emploi des deniers provenus des
Négociations faites sur divers Fonds des Pais-
Bas durant le Gouvernement provisionnel des
2. Puissances Maritimes, distinctement men-
tionnées dans la Liste jointe au bas de l'Article
23. du Traité de la Barrière, signé le 15. de No-
vembre 1715., montant à une somme de 4.
millions 62855. fl. comme aussi des 550000.
fl. fournis en Lettres de Change par les Rece-
veurs des Droits d'entrée & sortie de Flandres;
de plus de 100000. fl. fournis par le Receveur
de Medianate, & finalement de 150000. fl.
fournis par le troisième Membre du Conseil
de Flandre, faisant en tout ensemble une som-
me de savoir,

monnoye de Hollande

Remise par L. H. P. l'année
1708. au Roi Catholique Char-
les III. hors les deniers levez
sur la Postérité des Pais-Bas Es-
pagnols, la somme de 300000. fl. 300000.

Pour la livraison du Fourage
faite aux Troupes de Sad. M.,
selon le compte, 2. millions
72916. fl. 6. l. 6. d. 2072916 6 0

La livraison de Pain, com-
pris les Chariots de vivres, se-
lon le compte, deux millions
287776. fl. 14. l. 6. d. 2287776 14 6

Item des autres payemens
extraordinaires mis en compte
par Mrs. les Etats Généraux
69583. fl. 15. sols. 69583 15 0

Argent payé à la Caisse de
Guerre pour les portions de
Pain

de Madrid

Pain & Fourages pendant le quartier d'hiver, depuis le 1. Janvier 1709. jusqu'au mois d'Avril 1711., selon le compte, 657889. fl. 16. sols.

Des fraix pour les Hôpitaux & autres dépenses extraordinaires, selon le compte 32336. fl. 1. fol 6. deniers.

Dépenses pour les Munitions & Fortifications dans les Villes de Mons, S. Ghilain & autres, 158639. fl. 6. sols 6. deniers.

657889 16 0

32336 1 6

158639 6 6

Somme 5585142 0 0

Le soussigné Ministre Plénipotentiaire de S. M. I. & C. déclare d'avoir vu & examiné l'Etat ci dessus & de l'accepter & de l'approuver, comme je l'accepte & approuve, pour & au nom de Sa dite Majesté, avec les conditions suivantes.

Que premièrement, sera desalqué de l'impôt total une somme de vingt-quatre-mille quatre-cens & quatre-vingt-cinq florins, payez pour des Chariots, dont les Châtelainies ennemies ont été en défaut; & qui par ainsi ne viennent point à charge de S. M. I. & C.

Que *secundo*, on produira les quittances originales de sept mille trois-cens soixante & treize florins, qui manquent sur une somme totale de vingt-un mille cinq cent trente-cinq florins douze sols dix deniers, ou au défaut d'icelles d'autres pièces justificatives.

Que *tertio*, on produira de même les quittances, ou à leur défaut, des justifications, sur une somme de trente-sept mille neuf-cens vingt-sept florins seize sols, sur laquelle Castiglio a donné une Copie de quittance suspecte.

Que *quarto*, on produira encore les quittances originales, ou à leur défaut, des justifications authentiques sur une somme de quatorze mille six-cens trente & six florins quatorze sols, sur lesquelles ledit Castiglio n'a produit pour

preuve de livraison qu'une Attestation de Monsieur Armistrom.

Que *quinto*, on produira de même les quittances originales, ou à leur défaut les justifications qui manquent, pour une somme de deux mille huit-cens & dix-huit florins quatorze sols & demi sur une somme totale de dix-sept mille deux-cent-trente-sept florins six deniers.

Que *sexto*, on éclaircira mieux les deux Comptes pour Ostende, portant la somme de seize mille quatre-cens vingt-cinq florins un sol trois deniers, pour averer ce qui en doit rester à la charge de Sa Majesté Impériale & Cath.

Et qu'enfin, on renseignera les Munitions de Guerre selon le Compte spécifié qu'on en a présenté. *A Anvers ce 15. Novembre 1715.*

Signé,

L. C. de Kiningsegg.

Comme en ajustant l'Article pour la demolition des Fortifications de la Citadelle de Liège & du Château de Huy, les soussignés Ministres Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux ont insisté, que de la part de l'Empereur on voulut donner les assurances, que le Prince & Etats de Liège se désisteroient de la prétention qu'ils ont portée à la Diète de l'Empire contre le Fort que les Etats Généraux ont fait construire sur le Petersberg devant Mastricht, & aussi que l'on puisse convenir sur leurs prétensions au sujet de Bon, soit en faisant demolir les Fortifications, ou bien en s'accordant sur la Garnison que l'on y pourroit mettre pour la sûreté commune. M. le Comte de Kiningsegg, Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale & Catholique, s'étant excusé d'y entrer dès à présent, faute d'ordre, pour lequel il auroit écrit en sa Cour: Et que d'ailleurs ces deux points ayant tant de rapport avec le susdit Article, & étant de tant d'importance pour les intérêts des Etats Généraux, que lesdits Plénipotentiaires ne sauroient s'en dispenser, ayant des ordres exprès là dessus, ils se trouvant obligés de déclarer, comme ils déclarent

par cette, qu'ils n'ont consenti au contenu dudit Article que dans la persuasion & dans l'attente, qu'avant l'Echange des Ratifications il sera donné, de la part de Sa Majesté Impériale & Catholique, pleine & entière assurance, qu'il sera satisfait aux prétensions de leurs Hautes Puissances sur ces deux Points, fait & délivré à Monsieur le Comte de Kiniglegg. *A An vers ce quinze Novembre mille sept cent quinze.*

Signé,

E. v. Dussen, Comte de Rechteren, (S. L.) Gockinga, & Adr. v. Borselen, tot Geldermalsen.

2. Les Ratifications de ce Traité étant échangées, Mr. Van de Berg Député des Etats Généraux à la Conférence, écrivit le 4. du mois passé à tous les Conseils & Collèges des Pais-Bas Autrichiens la Lettre Circulaire qui suit.

M E S S I E U R S,

Comme le Traité de Barrière conclu & Signé le 15. du mois de Novembre dernier, vient d'être consommé par l'échange des Ratifications, & que les Provinces & Villes de ce Pais doivent être remises à S. M. I. & C., S. M. le Roi de la Grande B. & L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, nous ont ordonné de vous en faire part, & de vous décharger en même tems du Serment que vous leur avez prêté, pour l'Administration dont elles vous avoient confié le soin.

Nous nous en acquitons par la présente, & sommes bien aises, Messieurs, de vous rendre en même tems les Remerciements qui sont dûs au zèle & à l'attachement que vous avez fait paroître pour le service de S. M. I. & C. & pour le bien du Pais, pendant le cours de votre administration, ne doutant pas qu'elle ne vous en témoigne aussi sa satisfaction.

Nous ajouterons en notre particulier le désir sincère que nous avons, de vous marquer dans toutes les occasions qui nous en donneront lieu, la considération parfaite avec laquelle nous sommes, Messieurs, votre, &c. signé, *JOHAN V. den BERG, autorisé de W. QADOGAN, Plénipotentiaire de S. M. B.*

3. Le Comte de Konigseck que l'Empereur a chargé provisionnellement du Gouvernement Général des Pais-Bas, dépêcha aussi des Lettres Circulaires à tous les Conseils & Collèges pour leur en donner avis, sur quoi il a été depuis complimenter par leurs députés. Ce Comte leur fait savoir dans ces mêmes Lettres qu'il continué jusqu'à nouvel ordre, tous ceux qui y ont été établis par les deux Puissances Maritimes; Mais il a remercié le Conseil d'Etat; & l'on attend de Vienne la Nomination des Membres qui en doivent composer un nouveau.

4. Le même Comte a écrit au Marquis de Westerlo pour lui faire savoir que la Charge de Général de la Cavalerie lui a été ôtée, le Comte de Wels devant commander désormais les Troupes Impériales en cette qualité. Le Commandement de la Ville de Bruxelles a été continué au Général Wrangel.

5. Le Prince de Rubempré, Membre du dernier Conseil d'Etat, a été nommé par l'Empereur pour le transporter dans les Villes & Places Françaises rendues en vertu du dernier Traité de Paix pour y recevoir, au nom de S. M. Impériale, le Serment de fidélité des Magistrats & des Bourgeois, comme aussi des Gouverneurs & Commandans des Etats Généraux des Provinces-Unies, par rapport aux Villes & Forteresses de la Barrière.

6. Mr. Thifquen & le Vicomte de Voogd ont été nommez pour Commissaires des Limites entre la France & les Pais-Bas.

7. La plupart des Villes qui ne sont point comprises dans le Traité de Barrière, comme Mons, Offende, Ath, &c. ont été remises aux Troupes Impériales, les Garnisons Hollandoises en étant sorties pour se retirer à Namur, Tournay, ou dans d'autres Places.

IV. 1. Les Etats Généraux des Provinces Unies ont ordonné un jour d'Action de Grâces, de Jeûne & de Prière pour le 11. du mois Prochain.

2. Mr. Gravefande, Secrétaire de l'Amstel

fade de cet Etat à Londres, apporta le 24. à la Haye le Traité d'Alliance, nouvellement renouvelé entre S. M. Britannique & L. H. Puissances, qui lui ont fait présent d'une Chaîne d'or.

3. Les Lettres de Londres du 18. & du 21. de ce mois, qu'on a reçues depuis l'impression de l'Article de la G. B. portent en substance, que les Rebelles & le Prétendant ayant eu avis que le Duc d'Argile marchoit de Dumblain vers Perth, avoient abandonné cette dernière Ville en desordre le 11. & passé la Rivière de Tay sur les glaces; mais que le Duc après s'être rendu maître des Châteaux de Braco & de Tullibardine, s'étoit mis à leur poursuite d'un côté avec un gros détachement, & le Général Cadogan d'un autre avec un pareil. Que ces Généraux ayant eu avis que la plupart des Montagnars rebelles avoient pris la route des Montagnes, & que la Cavalerie, avec le Prétendant & les Chefs de son Parti étoient allés du côté de Dundee, ils avoient pris cette route, mais qu'ils avoient appris qu'ils étoient déjà à Montross sur le bord de la mer à plus de 20. miles d'Ecosse de là. Enfin ces Lettres ajoutent, que 2. Express arrivés à la Cour le 19. avoient rapporté que le Duc d'Argile ayant pris possession de Dundee le 14. avoit eu avis que le Prétendant & le Comte de Marr s'étoient embarqués le 15. avec précipitation dans un petit Port entre les Villes de Montross & d'Aberdeen pour tâcher de se retirer en France; mais qu'on avoit peine à croire qu'ils pussent échapper à la quantité de Vaisseaux du Roi qui croisent sur les Côtes d'Ecosse & dans le Canal. Ces Lettres marquent encore, que c'est le Chancelier Cowper, & non le Comte de Nottingham, qui a été fait Grand Stewart; & qu'il prononça le 20. la Sentence aux 6. Lords dont on a ci-devant parlé; par laquelle ils sont condamnés à être pendus & écartelés. On donnera l'ordinaire prochain un plus grand détail de ces Lettres.

MERCURE HISTORIQUE

ET

POLITIQUE,

*Contenant l'état présent de l'Europe,
ce qui se passe dans toutes les Cours,
l'intérêt des Princes, leurs brigues,
& généralement tout ce qu'il y
a de curieux pour le*

Mois de Mars 1716.

Le tout accompagné de Réflexions Politiques sur chaque Etat.



A LA HAYE;

Chez les FRERES van DOLE,
Marchands Libraires.

M. DCC. XVI.

Avec Privilege des Etats de Holl. & Westf.

Ayuntamiento de Madrid